

Dans ce numéro :

Congrès de la FTMH p. 5
Chantage à la TVA p. 4
Elections à Bienne p. 8
CINCERA DECOUVERT ! p. 8
et
Manoeuvres militaires :
une ambiance de guerre civile p. 12

N° 146 27 novembre 76

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IVème Internationale

LUTTER ENSEMBLE POUR PLUS DE TEMPS LIBRE



DUBIED COUVET MARIN PESEUX TOUS UNIS DANS LA GREVE

NOUS NE VOULONS PLUS
PAYER LES POTS CASSES

PLUS DE TEMPS LIBRE POUR LUTTER ENSEMBLE

un oui massif pour les 40 heures le 5 décembre sera décisif pour entamer demain la lutte contre le chômage et les cadences !



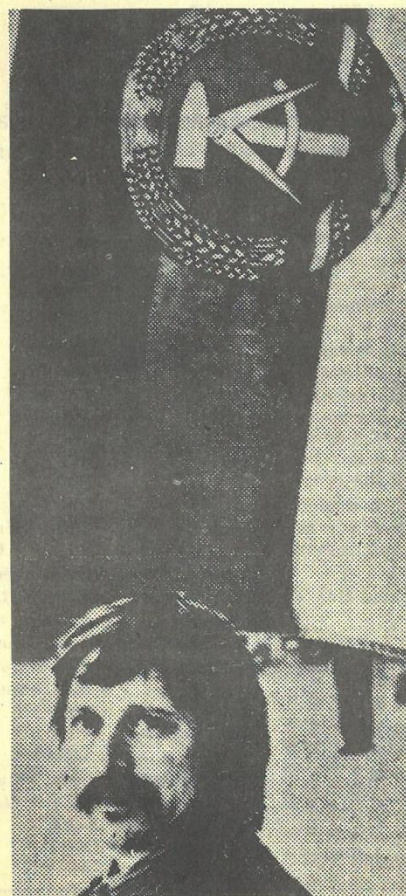
ESPAGNE : dernière minute, les militants de la LCR ETA VI relâchés !
Mais la monarchie franquiste subsiste...

LIRE EN PAGE 9

W. BIERMANN: UNE INTERVIEW INÉDITE

Expulsé de RDA,
Biermann n'y a
jamais eu la parole.
Pourtant toutes ses
chansons, sa façon
de faire des
"chants politiques",
tout traduit chez
lui un authentique
socialiste
révolutionnaire.

lire page 11



sommaire

ACTUALITE NATIONALE

Editorial : l'enjeu du 5 décembre	3
Chronique des Comités 40 heures (III)	3

SOCIAL

Chantage à la TVA	4
Démontage social : un exemple (situation des enseignants genevois)	4
Congrès FTMH : Messieurs les patrons, soyons forts ! Charmilles, Bulova : nouvelles récentes	5
La fable "Delafontaine"	5

DOSSIER 40 HEURES	6-7
-------------------	-----

NOTES POLITIQUES

Les élections à Bienne	8
Cincera au-dessus de tout soupçon ?	8
Meeting fasciste à Genève	8

ACTUALITE INTERNATIONALE

ESPAGNE : la farce "démocratique" - arrestations massives de la LCR ETAVI - circulaire de la police politique - après la grève générale du 12 novembre	9
Portugal : le Congrès du PCP	10
Thaïlande : la résistance s'organise	10
France : une veste pour Giscard	10
Pologne : 242 condamnés	10
Irlande : libérez les Murrays	10

CULTURE :

Biermann : "Je viens de la rue !" interview inédite	11
---	----

L'EVENEMENT

La bourgeoisie manœuvre... les citoyens-soldats	12
---	----

VOTES LMR, le 5 décembre :

NON	à l'arrêté sur le crédit
OUI	à la surveillance des prix
OUI	à la semaine de 40 heures

La LMR, qui a participé au lancement de l'initiative pour les 40 heures, appelle tous les travailleurs et employés à voter solidairement OUI le 5 décembre. Le résultat de cette votation est important pour poursuivre, dans et avec les syndicats, une lutte efficace pour la diminution du temps de travail. Cette lutte et les objectifs que fixe l'initiative sont la seule méthode pour résister au chômage et intégrer toutes les catégories de travailleurs, avant tout les femmes et les immigrés. La LMR appelle en particulier tous les salariés à renforcer l'action syndicale pour s'opposer à toute nouvelle attaque patronale.

L'arrêté sur la surveillance des prix n'est qu'une manœuvre dilatoire, car il ne sera pas utilisé immédiatement (cf. hausse de la bière) et permet aux importateurs de poursuivre leurs opérations sur les cours

de change et les millions qu'elles rapportent. En outre, le Conseil fédéral prépare déjà la hausse des prix avec la TVA et celle des tarifs CFF, qui diminuent encore le pouvoir d'achat des salariés. Seule la lutte active de tous les salariés pour le maintien de leur pouvoir d'achat peut, en société capitaliste, défendre leurs salaires contre la hausse des prix. Notre OUI à la surveillance des prix n'est donc en rien un soutien à ces manœuvres dilatoires mais veut simplement montrer la volonté de s'opposer à la "liberté des prix" des profiteurs et conserver certains avantages comme l'affichage obligatoire des prix.

L'arrêté sur la politique monétaire et du crédit s'inscrit dans la politique déflationniste de la bourgeoisie qui veut faire payer aux travailleurs, par la suppression de postes de travail, le prix des restructurations. C'est pourquoi la LMR appelle à dire NON à cet arrêté.

Ligue marxiste révolutionnaire
Zurich - Lugano - Lausanne
le 13 novembre 1976

courrier:

A propos du "Grand Soir"

La critique de F. G. dans le dernier numéro est décevante : à l'opinion d'une organisation révolutionnaire engagée dans les événements décrits par Reusser se substitue l'esthétisme d'un "cinéphile de gauche". Parler de "l'expérience amère" du cinéaste, faire de belles phrases sur le "miroir" que tendrait Reusser aux militants, relever la "démarche poétique" de l'auteur, tout cela estompe la réalité du film, celle d'un film politique, portant une série de jugements politiques sur la révolution, sur l'extrême-gauche ou le léninisme. Et le message contenu est clair : c'est celui de deux petits-bourgeois ayant flirté un temps avec l'extrême-gauche, et qui maintenant tentent de justifier leur propre faillite pratique par un anticommunisme grossier, que ce soit par film, ou par livre pour Jacques Baynac. Donc un film qui ne mérite aucune considération. C'est tout.

Ouvrons plutôt un débat sur un film moins prétentieux, mais combien plus profond ! Je veux parler de JONAS de Tanner.

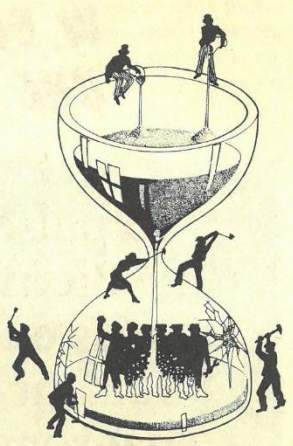
M. Gerber

Dans le dernier No de la Brèche nous avons publié deux positions qui pondéraient différemment leur critique du film. Les réactions au film montrent simplement que s'il ne "mérite aucune considération", il en suscite, quant au livre de Baynac : voir la Brèche No 138/9.

Dans le prochain numéro :

- 1 bilan de l'accord de "paix du travail" qui vient d'être signé dans la construction.
- Nouvelles informations sur la Savak en Suisse et la suite du dossier sur l'Iran.

librairie



TEMPS DE TRAVAIL ET LUTTE ANTI-CAPITALISTE

dossier sur la diminution du temps de travail
Dossier LMR : "Temps de travail et lutte anticapitaliste", 72 pages fr. 6.

Nous vous rappelons que nos librairies (qui font un effort constant pour améliorer leur choix) tiennent à disposition un large éventail de littérature de gauche, classiques du marxisme, histoire marxiste et du mouvement ouvrier. Il faut ajouter à cela une série de titres spécialisés sur la question femmes, la psychanalyse, l'antimilitarisme, etc...

Nos deux librairies vous attendent :

LA TAUPE, rue Muzy 5, 1207 GENEVE
ouverte de 14 h. à 18 h.

CEDIPS : rue de la Tour 8bis, 1004 LAUSANNE
Nouveaux horaires : le matin de 9 h. à 12 h., l'après-midi de 14 h. à 18 h.

abonnez-vous

Abonnement à la Brèche :

abonnement de soutien :	fr. 100.-
un an, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
un an, enveloppe fermée :	fr. 55.-
un an, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous

Abonnement Brèche et Inprecor couplés :

un an, enveloppe ouverte :	fr. 85.-
un an, enveloppe fermée :	fr. 100.-

Journal "La Brèche", CCP 10 - 25 669
Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale
1000 Lausanne 17

Ed. resp. C.A. Udry.

Imprimerie : Cedips, Lausanne.

Je désire m'abonner à la Brèche, à la Brèche
et Inprecor (souligner ce qui convient) :

Nom :

Adresse :

Abonnement désiré :

Adresses des sections:

Aarau	Postfach 554	5001	Aarau
Baden	Postfach 495	5401	Baden
Bâle	Postfach 820	4001	Bâle 1
Berne	Postfach 1221	3001	Berne 1
Bienne	Case 13	2500	Bienne 4
Fribourg	Case 28	1700	Fribourg 6
Genève	Case 193 Taupe	1211	Genève 2
Jura	Case 59	2800	Delémont 1
La Chaux de Fonds	Case 665	2301	La Chaux de Fonds
Lausanne	Case Postale	1000	Lausanne 17
Lucerne	Postfach 55	6000	Lucerne 14
Neuchâtel	Case 32	2000	Neuchâtel 12
Olten	Postfach 461	4601	Olten
Renens	Case 186	1020	Renens
Soleure	Postfach 359	4501	Soleure
Tessin	Cas. postale 12	6932	Breganzona
Winterthur	Postfach 124	8406	Winterthur
Zoug	Postfach 1155	6300	Zoug
Zurich	Postfach 299	8031	Zurich



SOUSCRIVEZ POUR LES 40 H !

NOUS EN AVONS UN URGENT BESOIN !

Le Comité National pour les 40 heures s'est pourtant limité à un modeste budget (de 35 000 francs) comparé aux dépenses de la propagande bourgeoise. Notre organisation doit en couvrir 15 000, sans compter les multiples frais divers des comités locaux, de notre propre propagande. Et ce n'est plus le temps où l'on passait les commandes avec long délai de paiement !

MERCI DE VOTRE SOUTIEN:
LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE
CCP 80 - 44457, ZURICH (mention 40 heures)

inprecor

Nous publions ici le sommaire du 4ème numéro spécial d'Inprecor, consacré à l'analyse de la situation économique mondiale :

Une reprise hésitante, inégale et inflationniste, Ernest Mandel

RFA : La fin de la croissance rapide, Winfried Wolf

YOUgoslavie : Des choix fondamentaux, Catherine Verla

JAPON : Crise et Reconversion, Jiro Fujiwara

BRESIL : Du "miracle" à la récession, Juan Sosa

Le nouvel ordre économique mondial, Charles-André Udry

L'enjeu du 5 décembre

"Les socialistes n'écoulent plus les ouvriers", titre le Journal de Genève. Décidément, le soutien du Parti Socialiste aux 40 heures remue ces Messieurs ! Qu'un journal de banquiers confonde "les ouvriers" avec la bureaucratie de l'Union Syndicale n'a rien d'étonnant. Mais quand il ajoute : "avec la récession, les syndicalistes reviennent plus vite aux vrais problèmes que les politiciens socialistes", il trahit le vrai souci de la bourgeoisie : dénoncer la démagogie des politiciens pour mieux s'appuyer sur le "réalisme" des chefs syndicaux. Car ce soi-disant réalisme l'arrange : le temps de travail le plus élevé d'Europe est un privilège trop précieux pour extorquer le plus de travail possible aux salariés tout en profitant de la récession, du chômage, pour faire pression sur les salaires !

Avec un oui massif aux 40 heures, c'est un refus catégorique qu'il faudra apporter à cette politique. Les réserves de ces Messieurs sont bien suffisantes pour partager le travail entre tous, au même salaire et sans augmentation des cadences.

Mais ce ne sera pas tout. L'année 1977 est semée d'autres embûches pour les travailleurs : le maintien du chômage, la défense des salaires, le chantage à la TVA, deux nouvelles initiatives xénophobes. Et bien sûr, les résistances patronales à l'application des 40 heures. Dans toutes les conventions à venir, ce sera une bataille dure qu'il faudra poursuivre pour ne pas signer un seul contrat sans un plan d'application rapide des 40 heures, contrôlé par les travailleurs et leurs organisations. Une bataille où ne comptera plus le bulletin de vote, mais la force et l'unité des travailleurs mobilisés pour l'obtenir.

Pour la première fois depuis longtemps, autour des 40 heures, l'enjeu politique est clair : d'un côté, les travailleurs, leurs organisations politiques, plusieurs de leurs fédérations syndicales. De l'autre le patronat, son État, ses partis — xénophobes compris.

Entre deux, la direction de l'USS ne donne que des arguments supplémentaires à la bourgeoisie. La bureaucratie de la FTMH, dans son récent Congrès, l'a encore confirmé en rappelant que la "paix du travail" permettra toujours de s'arranger.

Mais cette fois, plus largement, cette politique commence à être remise en cause. Voilà ce que redoute la bourgeoisie, consciente des nouvelles attaques qu'elle prépare pour 1977. Ce n'est pas un hasard si le même Journal de Genève se félicite de voir les dirigeants socialistes (qui soutiennent la TVA) "plus raisonnables" en matière d'impôts.

Tout positif qu'il soit, le "oui" du Parti Socialiste n'est donc de loin pas un oui à la défense systématique des intérêts des travailleurs. Or c'est une telle politique qu'il faut maintenant pour répondre aux attaques patronales. Une politique de classe, qui rompe avec les compromis pourris de la "paix du travail", s'appuie sur tous ceux qui commencent à les refuser afin de stimuler leur unité la plus large dans l'action, la mobilisation, la grève. On l'a vu à DUBIED, à MATISA, à SARCEM : ces luttes ont payé bien plus vite que toutes les promesses d'arrangements avec le patronat.

Voilà l'enjeu, au-delà du 5 décembre. Voter oui, massivement, sera un premier test pour mener ce combat.

m. rivière

GENÈVE

mardi 30 novembre
Centre Universitaire Protestant
(rue du Mail)
Ecoute-vision collective du débat TV
sur les 40 heures, suivie d'une discussion.
Ligue Marxiste Révolutionnaire

FRIBOURG

jeudi 2 décembre
lieu à fixer !
débat public entre Meyer (VPOD) et
C.A. UDRY sur les 40 heures
Comité 40 heures

LAUSANNE

mardi 30 novembre
salle des XXII Cantons (gare CFF)
MEETING avec C.A. UDRY
"Les 40 heures et la lutte pour le socialisme" avec vision de l'émission TV
Ligue Marxiste Révolutionnaire

Chronique des Comités 40 h

Genève:

350 personnes au meeting unitaire appelé par toutes les organisations politiques et syndicales avec l'Union des Travailleurs de Genève et le Comité pour les 40 heures. Ce n'est pas tellement, surtout si on compte le peu de mobilisation de militants syndiqués ou des partis traditionnels. Mais meeting très intéressant. D'abord, par l'unité large qui s'est manifestée sur l'objectif des 40 heures, pour la première fois dans le mouvement ouvrier genevois. Ensuite, par les interventions successives de travailleurs, de syndiqués des différents secteurs.

Après Maurutto (UTG) et M. Thévenaz (Comité 40 heures), qui ont souligné l'importance des 40 heures, le débat s'est ouvert:

Tirefort (FST) sur le renouvellement des conventions en cours, Barrelet (VPOD) sur le mouvement de la fonction publique, C. Magnin sur la convention gagnée récemment à Val-Fleuri (avec réduction de l'horaire de travail et augmentation unitaire des salaires), Pittet (Syndicats Chrétiens) sur la défense de la santé des travailleurs, J. Janin (MPF) sur la condition des femmes qui font facilement 12, 13 heures avec les tâches ménagères et ont des salaires d'un tiers inférieurs aux hommes, Chanson (FOBB) qui a souligné l'importance de la loi pour imposer le maintien des salaires, le représentant des CLI pour souligner que les immigrés doivent avoir les droits politiques et qu'il faudra aussi refuser la loi sur les étrangers, Haeblerli (PSG) qui a critiqué l'erreur "impardonnable" de l'USS, incapable de s'adapter à la situation actuelle, un ouvrier des Charmilles enfin qui a souligné que la bataille, après le 5 décembre, sera de ne pas signer un seul contrat sans l'inscription des 40 heures !

Bienne:

Le Parti Socialiste romand, le SP (parti socialiste suisse allemand), le PDT, le POCH et la LMR organisent le mercredi 1er décembre au restaurant Saint-Gervais à 20h. un débat entre différents représentants du mouvement ouvrier, entre autres Félicien Morel et Ch. A. Udry (LMR).

Lausanne:

Le fait le plus marquant de la campagne 40 heures ces derniers jours a été le meeting appelé par le comité à Lausanne le jeudi 11 novembre.

Le caractère unitaire et le débat qui s'ensuivit pendant cette assemblée compensent un peu la faible participation (250 personnes environ).

Deux autres assemblées ont été organisées ailleurs dans le canton. Une à Renens avec la participation du président de la FST Lausanne, de deux travailleurs de Lucifer, entreprise métallo à Genève, et d'une travailleuse de Val Fleuri (cf. article de La Brèche no 144); l'autre à Lucens sous forme de débat contradictoire avec des représentants syndicaux et patronaux.

Une autre manifestation intéressante a été la journée organisée par l'USL (Union syndicale lausannoise) où le Comité 40 h. a pris une part active aux discussions et au débat engagés entre les différentes fédérations syndicales.

— 3 assemblées publiques, dont une à Montreux le jeudi 25 (à l'Hôtel Suisse, 20 h. 15), une à Orbe le 1er décembre (Buvette du Casino, 20 h.) et la dernière à Yverdon le 2 décembre (Café du Casino à 20 h. également).

Neuchâtel:

Le vendredi 19 novembre s'est tenue une fête débat organisée par le Comité 40 h. de Neuchâtel qui comprend la quasi totalité des organisations politiques de la place aussi que des militantes du MLF, du Regroupement de Travailleurs et la section FST de Neuchâtel.

La participation fut importante, presque 300 personnes remplirent la salle.

Le meeting débuta par un exposé d'un économiste qui répondit aux arguments patronaux contre les 40 heures.

Un syndicaliste de la FST expliqua ensuite la prise de position du syndicat et montra l'importance de la lutte pour la diminution du temps de travail.

En fin un syndicaliste Italien de la CGIL (plus grande centrale syndicale italienne) fit une historique et une explication des luttes pour la diminution du temps de travail en Italie ces dernières années.

rejoignez les comités !

BUDGET 77:

Chantage à la T.V.A. !

Chaque année en novembre, le Conseil fédéral (CF) présente son projet de budget. Depuis 1971, ils ont tous été déficitaires, comme d'ailleurs les comptes finals de la Confédération. Si jusqu'ici, ces déficits étaient "couverts" par l'optimisme des années grasses, la crise, cette fois, a changé la situation. La classe ouvrière est restée si calme et s'est laissée tant piller que le taux d'inflation s'est tassé malgré le déficit budgétaire. Pourtant, la bourgeoisie crie au "désastre" des finances fédérales. Démagogie qui ne cache que la volonté de frapper davantage les salariés : l'état peut en effet, plus aisément que chaque patron directement, pomper le revenu des salariés sans mettre en cause la "paix du travail". L'an dernier, 540 millions étaient retirés à l'ACS, aujourd'hui on réduit ailleurs.

Ces mesures, et plus encore le chantage à la "banqueroute de l'état", n'ont qu'un but : créer la panique pour mieux faire passer, en 77, la pilule de la TVA ! Pour faire face à leur crise, patrons et banquiers veulent des ressources financières pour intervenir en cas de besoin. L'inflation reste une menace permanente pour le régime capitaliste et la bourgeoisie s'apprête à la juguler sur le dos des salariés, pour préserver à la Suisse ses privilèges de place financière.

UN BUDGET D'INCERTITUDE

Pour le CF, le budget 77 doit être un budget de "transition vers un équilibre des finances fédérales". Comment veut-il récupérer, d'ici 1980, le déficit de 1,9 milliards ? Non pas en cherchant l'argent où il se trouve — derrière les murs du secret bancaire —, mais en "redéfinissant les dépenses" d'une part, en "restructurant et modernisant le système fiscal" d'autre part. Ce français fédéral vise clairement deux objectifs : poursuivre le démontage des dépenses sociales (AVS, écoles professionnelles, etc...) comme le demandait Junod ("l'état social doit se limiter"), instaurer ce système fiscal "moderne" qu'est la TVA. L'un et l'autre frappent directement les salariés !

Sur ces deux fronts, la bourgeoisie cherche à resserrer ses rangs, et ne veut plus tolérer l'opposition de certains radicaux "retardés" ou de chrétiens-démocrates trop soucieux de leur popularité. Mais ce langage s'adresse avant tout au Parti Socialiste, auquel la bourgeoisie ne veut accorder aucun compromis : soit il collabore, soit il devra s'opposer. Or le PS a déjà sacrifié à la collaboration : "l'entente gouvernementale" vient de se faire sur les finances. Quant aux sacrifices, les salariés casqueront.

La bourgeoisie n'est toutefois que plus déterminée parce qu'elle sait combien toute l'affaire reste incertaine. Ni la TVA, ni l'unité dans ses rangs ne sont acquis. Les manoeuvres du CF le montrent. Le 26 octobre, il propose de couvrir le déficit en supprimant 20 o/o à la part des cantons (244 mio). Il savait qu'il provoquait ainsi le tollé des cantons, fortement endettés et donc forcés d'augmenter leurs impôts — ce qui ne fait pas la popularité des élus locaux ! Mais il voulait que cela se sache... avant de frapper ailleurs avec l'accord de tous : le lendemain, il retire son projet au profit d'une réduction des subventions.

UNE GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Réduire les subventions, c'est épargner sur tous les postes où jusqu'ici l'état intervenait en faveur de la création de postes de travail. L'exemple le plus clair : les dépenses de rénovation et construction des écoles professionnelles et agricoles sont rognées. Or ces dépenses sont vitales pour prolonger le temps d'école d'un jour à un jour et demi ou plus. Pourtant on rogne, alors que les dépenses sociales — en Suisse inférieures à la moyenne européenne — n'ont augmenté plus que de 2,5 o/o malgré le chômage (ce qui fait 0,2 o/o seulement de la croissance du budget global). En revanche, on manipule le budget militaire (20,1 o/o du budget !) pour cacher la vérité : on lui retire 50 mio, mais il a reçu l'an dernier 300 mio supplémentaires, à titre de "mesures contre le chômage", dont une bonne part a passé dans les caisses de Bührle !

Au-delà des faits, ce démontage social est une véritable guerre psychologique : tout ce tapage autour du budget doit mieux faire accepter la TVA en disant aux travailleurs : "et si vous n'en voulez pas, nous userons de la force" !

C'est dès maintenant qu'il faut s'y opposer : en préparant une large campagne du mouvement ouvrier contre la TVA, pour une imposition radicale de la part des revenus au-dessus de 100 000.- fr., en défendant l'intégralité et l'indexation des salaires. Le vol TVA 77 doit être annulé !

KKst

DEMONTAGE SOCIAL : UN EXEMPLE :

Le chômage enseignant commence à devenir une réalité dans plus d'un canton. Son origine ? Les coupes sombres aux budgets cantonaux : les auxiliaires, suppléants sont ren-

voyés, les engagements limités et les conditions de travail (effectifs, heures de travail) deviennent plus dures. L'exemple de Genève le montre.

Vague démographique...

Selon les prévisions officielles de Genève, il apparaît en effet, que les effectifs scolaires vont diminuer de façon importante en Suisse. La cause essentielle étant la diminution des naissances que l'on constate depuis 1964, diminution qui n'est pas compensée par un accroissement des naissances et de l'immigration étrangères (pour des raisons de conjoncture économique).

Dans le primaire, la baisse s'est déjà amorcée : elle a débuté en 72. En trois ans (de 72 à 75) le nombre des élèves primaires a diminué d'environ 10 o/o au niveau suisse, et cette tendance va vraisemblablement se poursuivre au même rythme en tout cas dans les trois années à venir. Dès 76, une diminution du nombre des élèves est prévue dans tous les degrés de la scolarité; selon les degrés la baisse apparaît évidemment à des moments différents : le 7ème degré (12 ans, première année du Cycle d'Orienta-tion pour les genevois) atteindra son effectif maximum en 77 et baissera dès 78. Au 10ème degré (15 ans : Collèges, entrée en apprentissage, écoles de commerce) la baisse se fera sentir en 1980.

... Et effectifs de classe

L'attitude de l'Etat face à ce phénomène nous la connaissons : bourrer les classes, en fermer, et licencier des enseignants. Nous en avons la preuve évidente à Genève pour le primaire et l'enfantin où la baisse de la vague démographique se fait déjà pleinement sentir. Tout en licenciant des maîtres non-nommés, on ferme les vannes à l'entrée aux Etudes Pédagogiques : en 73 on admettait 153 candidats et en 76 seulement 90. Donc, diminution des nouveaux enseignants de près de 40 o/o en trois ans ! Parallèlement, on maintient des effectifs scolaires impossibles : en janvier 76, on trouvait encore 330 classes avec 27 élèves et plus et 200 classes avec 2, 3, ou 4 degrés à l'école primaire !

La bourgeoisie et ses solutions (!) en matière scolaire

Il faut préciser que cette attaque n'est pas nouvelle, la bourgeoisie la prépare minutieusement depuis quelques années déjà; rappelons quelques faits :

En mars 74 : on assiste à

une réduction des dépenses prévues pour la construction des bâtiments scolaires d'environ 50 o/o du budget 74.

En 75 : les radicaux genevois proposent l'augmentation de 2 élèves par classe. Les coupes sombres se poursuivent dans l'enseignement et la fonction publique en général : le projet de construire deux Cycles d'Orienta-tion supplémentaires est abandonné.

En 76 : les attaques se poursuivent. Dans la séance du Grand Conseil du mois de mai, un député libéral se permet de dire que :

"Nous ne pouvons pas continuer à développer notre canton en ne construisant que des écoles, des maternités et des hôpitaux" !

Un autre, radical, dans la même séance du Grand Conseil, confirme exactement ce que nous affirmons quant

dant les cours à cause du bruit, et comme par hasard ce sont les écoles fréquentées par les enfants des couches populaires et les enfants qui ont le plus de difficultés sur le plan scolaire (les élèves de fin de scolarité). L'école ménagère, le CEPIA (formation professionnelle des apprentis) se trouvaient aussi dans ces écoles vétustes et bruyantes. Par ailleurs, les nouvelles écoles (écoles primaires ou certains cycles) construits récemment, ne valent guère mieux : on ne se gêne pas de construire une école coïncée entre une bretelle de viaduc routier et le viaduc lui-même (école près de Balexert) où les automobilistes plongent littéralement dans les classes. Dans certains cycles, les maîtres s'arrêtent de parler à cause du bruit. Là aussi, les cycles les plus bourrés, aux effectifs les plus élevés, sont ceux

peuvent pas se cacher ces faits. La vague démographique baisse, c'est vrai. Mais face à cette réalité nous avons une autre politique à proposer contre celle de la bourgeoisie. Nos objectifs doivent être mis clairement en avant :

— Garantie de l'emploi pour tous les enseignants :

Et dans un premier temps, il s'agit de se battre pour que soit appliquée la plateforme élaborée par toutes les organisations d'enseignants de Genève dans le cadre du mouvement de la fonction publique, plateforme qui demande :

1) une diminution des effectifs de classe :

C'est-à-dire, pas plus de 24 élèves dans les classes latine, scientifique et moderne du Cycle; pas plus de 20 élèves dans les classes de générale, 15 élèves maximum dans les classes de pratique (les plus défavorisés) et 18 dans les collèges en réforme.

Dans le supérieur (collèges, Ecole de culture générale, Ecole de commerce) : maximum de 20 élèves. Et aux CEPIA (cours pour les apprentis) maximum de 15 élèves.

2) Une diminution du temps de travail, c'est-à-dire dans un premier temps l'alignement du cycle sur le supérieur (actuellement les maîtres du cycle font deux heures de plus au poste). Donc l'unicité du poste pour tout l'enseignement secondaire.

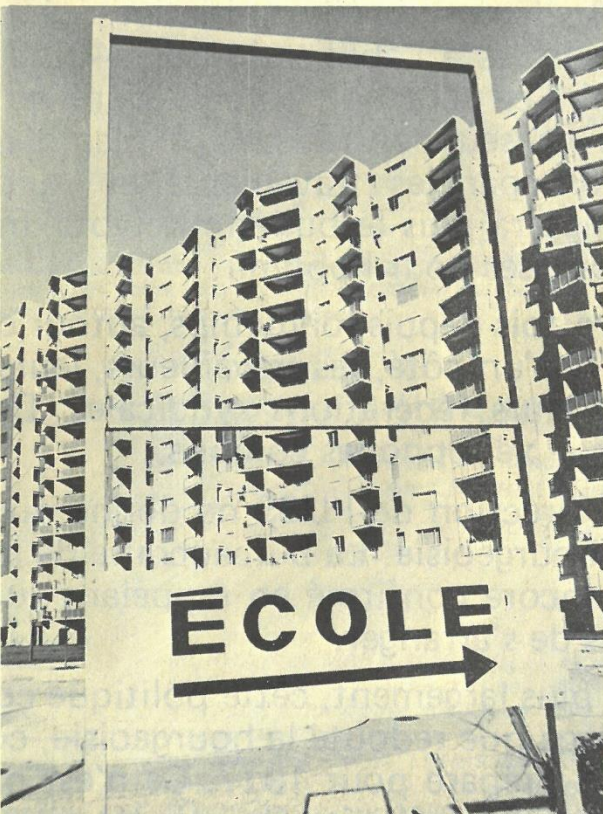
Dans le primaire, les maîtres demandent l'extension des appuis au maître généraliste c'est-à-dire la présence d'un autre enseignant au moins une fois par semaine (pour la gym, la rythmique, les travaux manuels).

Et parallèlement une diminution des effectifs.

Pour maintenir la garantie d'emploi pour ces prochaines années il faut se battre pour abaisser encore plus radicalement les effectifs de classe afin de les ramener à 15 élèves par classe. La bataille devra être une bataille offensive.

— Pas de coupes sombres dans le budget pour les constructions sociales et les écoles en particulier. Cette bataille passe évidemment par la remise en cause et ceci largement, des choix fondamentaux de la bourgeoisie et de son état.

(article collectif d'enseignants genevois)



aux objectifs de la bourgeoisie en matière scolaire :

"Il ne faudrait pas que notre canton se retrouve, une fois la vague démographique passée, avec un équipement scolaire mal utilisé et un corps enseignant trop lourd."

Ces déclarations apparaissent vraiment cyniques lorsqu'on connaît la situation de certaines écoles à Genève : par exemple, il existe encore de nombreuses écoles primaires, vétustes, foncièrement inhospitalières, au centre ville où il est impossible d'ouvrir les fenêtres pen-

des quartiers populaires.

L'attaque aux constructions scolaires ne fait que pénaliser davantage encore les enfants déjà défavorisés par leur milieu social. Alors que les autorités genevoises se targuaient de favoriser la démocratisation des études, on voit bien que ces projets ont bien peu d'assises et surtout qu'on ne s'est à aucun moment donné les moyens de les réaliser.

Une réponse qui devrait être offensive

Les organisations syndicales, les enseignants ne

Et il n'y aurait pas l'argent ?

Ces chiffres ont été publiés dans le rapport de gestion du Conseil d'Etat genevois pour 1974 (repris dans le Buletin d'information des Syndicats Chrétiens, No. 7, septembre 1976). Ils indiquent, bien sûr, les revenus et fortunes déclarés (auxquels il faut ajouter ceux omis par le biais de la fraude fiscale). 3'840 contribuables (soit environ 1,6 o/o) déclarent un revenu supérieur à 100'000 francs et 1.939 (sans doute les mêmes ou leurs proches) une fortune supérieure à 1 million (avec 3,34 Mio en moyenne par personne !). Ce sont eux qu'il faut frapper !

NOMBRE DE CONTRIBUABLES PAR TRANCHE DE REVENU			
Non imposables			19'121 contribuables
de 1 à Fr. 15'000			45'203 contribuables
de 15'001 à Fr. 30'000			58'692 contribuables
de 30'001 à Fr. 50'000			32'239 contribuables
de 50'001 à Fr. 100'000			11'633 contribuables
de 100'001 à Fr. 500'000			3'584 contribuables
de 500'001 à Fr. 1'000'000			167 contribuables
de plus de 1'000'000			89 contribuables
Soumis à l'impôt à la source			66'533 contribuables

REPARTITION DE LA FORTUNE IMPOSEE			
Tranches de fortune	nombre de contribuables par tranche	fortune imposée totale	moyenne de la fortune par contribuables
de 1 à 50000	7450	152.500.309	20.470
de 50001 à 100000	3680	267.641.342	72.729
de 100001 à 500000	7758	1.820.868.580	234.709
de 500001 à 1000000	1903	1.340.384.107	70.353
1000000 et au dessus	1939	6.477.380.107	3.340.578

dans les SYNDICATS

FTMH : Messieurs les patrons, soyons forts !

"Nous exprimons l'espoir que nous ne serons pas contraints par l'incompréhension patronale à modifier le cap de notre politique. Messieurs les employeurs, nous vous rappelons aussi que les syndicats ne peuvent pratiquer une politique conventionnelle que s'ils sont forts." C'est en ces termes qu'Hans Mischler, à la tribune du Congrès de la FTMH, a terminé sa carrière de président ! Façon de dire, une dernière fois : messieurs les patrons, ne nous abandonnez pas en ces heures difficiles !

Tout le Congrès a été de cette veine !

Avec ses 145 609 membres, la FTMH est le plus fort syndicat de l'USS. Mais cette force, il ne la doit guère à lui-même ! Des années durant, il l'a tenue de l'extraordinaire expansion de l'industrie métallurgique et horlogère, des miettes qui lui en ont été accordées. Ce temps est révolu. Pourtant, les réserves de l'ASM ou du patronat horloger, des grandes banques qui les financent, sont suffisantes pour affronter la crise. Suffisantes surtout... du côté syndical ! En deux ans, les patrons horlogers ont pu imposer une baisse de 25 o/o et plus des effectifs sans avoir à se confronter aux revendications ouvrières !

Alors, en chien battu, la FTMH réclame son petit dû : ne nous abandonnez pas ! Respectez la paix du travail, trouvez des arrangements avec nous, et nous serons assez forts pour imposer de nouvelles restructurations aux salariés.

Le débat sur les 40 heures en a été une démonstration. Par-dessus la tête des délégués, Mischler toujours s'est directement adressé au patronat, présent dans la salle (!!) : "Messieurs les représentants patronaux, vous savez ce que nous voulons. Indépendamment de ce qui se passe sur le plan politique (l'initiative 40 heures et son soutien par le PSS — réd.), nous voulons continuer les pourparlers entrepris pour une réduction du temps de travail. Nous exprimons l'espoir que vous donnerez suite à nos justes exigences." (Lutte syndicale, 17 novembre). Quel serment de fidélité à la "paix du travail" ! La FTMH demande une réduction progressive de l'horaire, "proportionnelle" aux augmentations de la productivité. Mais le patronat horloger par exemple se vante déjà de gagner 20 à 50 o/o de temps de travail par pièce sur la fabrication des montres digitales et à quartz (Finanz u. Wirtschaft, 17 novembre), et annonce ouvertement de nouveaux licenciements en 1977 pour concentrer sa production sur leur fabrication en série ! Et il faudrait attendre pour les 40 heures ?

Contre cette politique de collaboration, environ 15 o/o des délégués au Congrès se sont exprimés, soutenant l'initiative des 40 heures. 15 o/o qui ne cachent pas leur amertume devant tant de concessions et ne sont plus prêts à se contenter de déclarations comme celle de Ghelfi : "Un congrès syndical sans débats, même passionnés, révélerait plutôt un malaise qu'on tient à cacher". Car s'il y a eu un (très petit) débat, la défense des intérêts des salariés attend autre chose qu'un morceau de bravoure, non démocratique, entre délégués choisis et... devant le patronat !

Bien sûr, la direction de la FTMH dira : les adhésions ont augmenté durant la crise, n'est-ce pas la preuve de notre juste politique ? C'est s'aveugler sur ce qui se passe. D'instrument de défense, le syndicat est devenu la dernière "protection" pour ne pas encaisser seul tous les frais de la crise ; mais la FTMH n'a rien fait ! Plus grave, partout où l'attaque patronale a été dure, les cartes ont été déchirées ! Pensez à Dubied, à Matisa !

Au moment où le patronat annonce lui-même de nouvelles offensives de ce genre, le Congrès de la FTMH n'a rien voulu en voir ni en entendre. Même la proposition d'introduire dans les conventions les limites de la paix du travail (reconnues par tous les juristes du code des obligations) a été repoussée sous prétexte qu'il n'y aurait plus de conventions, les patrons refusant de les signer dans ces conditions ! Autrement dit : le patronat a le droit, comme à Dubied, de ne pas respecter les conventions, la FTMH ne les brisera surtout pas, même pour les défendre ! Aveu de faiblesse, non de force !

Si le syndicat n'est même plus prêt à défendre les "acquis" de la paix du travail, on comprend que Mischler n'ait plus qu'à implorer le patronat !

Dans les entreprises cependant, il pourrait en aller tout autrement. Quelques exemples ci-contre le montrent. Les débats sur les prochaines conventions, les revendications prioritaires à y avancer (40 heures, maintien et rattrapage des salaires, refus des licenciements) pourront le confirmer. A condition de tout mettre en oeuvre pour s'appuyer sur l'action propre des travailleurs et reprendre ce syndicat à ceux qui l'offrent, sur un plateau d'argent, au patronat.

ATELIERS DES CHARMILLES : ILS COMPARENT LEURS FICHES DE PAYE !

Alors que les industriels genevois ouvrent, avec l'aide des pouvoirs publics, une exposition permanente de la métallurgie genevoise pour "promouvoir" son développement et prospecter ses marchés, GARDY lie son avenir à MERLIN GERIN de Grenoble ! Les restructurations se poursuivent dans la métallurgie genevoise, et cela n'a jamais rien annoncé de bon pour les travailleurs...

Aux Ateliers des Charmilles (cf. encart), ceux-ci ont commencé à mettre directement "le nez dans les affaires". Voilà la méthode pour s'opposer efficacement aux plans patronaux ! En septembre, une assemblée générale des travailleurs des ateliers avait décidé de remettre toutes les fiches de paie à la Commission d'Ateliers (commission ouvrière) pour qu'elle puisse relever

toutes les inégalités de salaire et combattre les pratiques de division patronale. Aux Charmilles, le salaire moyen des ateliers est de 2 400.- fr. par mois et on sait, par exemple, qu'entre deux tourneurs qualifiés effectuant le même travail il y a une différence de salaire de 500.- fr. ! En recueillant les fiches de paie, les travailleurs peuvent commencer à surmonter les divisions individuelles entretenues par le patronat et le but est maintenant d'aller négocier, dans un premier temps, le relèvement de tous les bas salaires par catégorie et par qualification. Lundi 25 octobre, à l'initiative des membres de la Commission d'Ateliers et de la Commission Syndicale, les fiches de paie ont été recueillies dans tous les ateliers ! Une affaire à suivre...

correspondant

Ateliers des Charmilles

effectif total : 1 080 salariés
dont : 50 apprentis
390 ouvriers
18 ouvrières
672 employés

salaire mensuel moyen des ouvriers : 2 400.- (brut)
salaire d'une ouvrière non qualifiée : 1 750.-

salaire d'un ouvrier non qualifié : 2 000.- environ
taux de syndicalisation (ouvriers/employés) : environ 33 o/o;

Production :

turbine hydraulique, machine à électro-érosion, brûleur à mazout.
De plus, sous-traitance dans l'industrie d'armement (par exemple Bührle).

BULOVA : NOUVELLES RESTRUCTURATIONS ?



27 janvier 76 : le directeur de Bulova à la reprise du travail. Quels plans avait-il derrière la tête ?

La direction de BULOVA a dernièrement annoncé de nouveaux projets de restructuration du groupe suisse STELUX, BULOVA Bienne et Neuchâtel, UNIVERSAL Genève. Preuve que les assurances, gagnées par la lutte de janvier, n'ont rien de définitif. Le Congrès de la FTMH, en élisant Tschumi à la présidence, a vanté ses capacités à "débloquer des situations délicates en faveur des travailleurs". On se souvient à quel prix : en forçant la main à l'assemblée générale pour "arracher" l'accord !

Les travailleurs de BULOVA n'en ont pas tiré la même leçon que la FTMH ! Aujourd'hui, ils ne restent pas les bras croisés devant les nouvelles menaces de la direction. Forts de leur expérience de l'occupation, ils sont une fois de plus prêts à défendre leur emploi. La délégation élue au moment de l'occupation s'est à nouveau réunie, a établi un programme de travail et une assemblée des travailleurs a formulé de nouvelles revendications.

Comme la plupart des entreprises horlogères, BULOVA est rattachée à une banque et les profits sont encore grands. La réduction du temps de travail, sans diminution des salaires, doit devenir un objectif central contre les licenciements. L'élargissement de la combativité des travailleurs de Neuchâtel aux autres travailleurs du groupe sera cependant décisif pour opposer un front coordonné aux manœuvres planifiées de la direction.

correspondant

LA FABLE "DELAFONTAINE"

En séparant "zones à bâtir" et "zones agricoles", l'Etat favorise la surenchère sur les terrains où il localise la construction. En revanche, dès qu'il classe définitivement une terre en zone rurale, il en casse les prix et avec eux tous les espoirs du propriétaire de vendre un jour son lopin à un prix faramineux. Un terrain à 2.- ou 3.- fr. le m² classé zone à bâtir peut ainsi monter à 30.- fr. au moins le m² mais tombera à -30 ou -50 cts (sa "valeur de rendement") classé zone agricole. Le souci dominant du paysan des zones rurales devient alors de "rétablir l'équité" entre propriétaires. Tel est le souci de l'agriculteur de Chexbres O. DELAFONTAINE et de son initiative, lancée en 1970, pour "aménager le sol vaudois avec équité et bon sens". (1)

Rien ne révèle plus crûment l'anarchie capitaliste que la propriété du sol et des bâtiments. En 1970, dans le canton de Vaud, les bénéfices immobiliers se sont montés à environ 500 millions ! C'est dire combien les agriculteurs, promoteurs et banquiers qui les ont empochés ont eu les moyens d'acheter les terrains à n'importe quel prix : contraints de quitter la terre ou de s'endetter, les petits paysans les ont cédés au plus bas. La dette hypothécaire qui grève les terres cul-

tivées en Suisse peut être estimée à environ 10 à 15 milliards, soit 1,50 fr. pour chaque m² cultivé. Les charges hypothécaires qui en découlent tournent autour de 750-800 millions. S'ajoutant aux autres dépenses du paysan, les hypothèques pèsent sur la valeur du rendement du sol et entament le revenu du producteur : il ne peut s'en sortir que par un travail acharné pour accroître son propre rendement. Largement privé de sécurité sociale, sans 13^{ème} mois, ce ne sont pas les 60 000.- fr. de dettes qui pèsent en moyenne sur chaque ménage agricole (12 fois plus qu'en France, 8 fois plus qu'en Allemagne) qui vont l'aider à se relever. Seuls les rares paysans qui ont pu réaliser la valeur spéculative de leur domaine (près des villes des voies de communication) ont pu en sortir bénéficiaires. Et bien entendu les spéculateurs fonciers et les banques qui encaissent la rente foncière sous forme du loyer de l'argent. Dans son initiative, Delafontaine propose une "caisse de compensation", contrôlée et garantie par l'Etat, pour :
— cadastrer en zone agricole ou à bâtir les domaines des propriétaires qui le demandent,
— prélever, selon un système compliqué de péréquation, des indemnités sur les terrains à bâtir,

— et verser ainsi une indemnité aux propriétaires de terres rurales et rembourser aux créanciers la part des dettes dépassant la valeur du rendement.

Derrière ce souci d'équité, cette volonté sincère de défendre les petits paysans livrés aux spéculateurs, se cache en fait un vieux réflexe des agriculteurs suisses : livrés à une concurrence acharnée avec la grande bourgeoisie industrielle et bancaire, ils cherchent à ancrer plus profondément le droit de propriété. Mais cette solution n'en est pas une : elle ne veut que consacrer un transfert de plus-value alors que la question

centrale est l'annulation des prix du sol, partant de la dette hypothécaire, que les travailleurs des villes et des champs ne cessent d'éponger sous forme de loyers, de produits alimentaires et de travail non rémunéré. C'est pourquoi, la LMR appelle à voter "blanc" à l'initiative Delafontaine. Mais elle pose des questions de fond, et c'est l'occasion, en particulier pour le mouvement ouvrier, d'en débattre.

L. P.

(1) Delafontaine vient de lancer (janvier 76) une deuxième initiative, fédérale cette fois, nettement plus intéressante. Elle n'est pas encore déposée.



Protester pour mieux défendre la propriété ?

1877 : tous les travailleurs conscients se mobilisent pour imposer la "loi sur les fabriques" qui interdit le travail des enfants et limite la journée à 11 heures. Le Parti Socialiste, l'Union Syndicale Suisse sont le fruit de cette bataille politique d'ensemble : ils sont nés de ces luttes.

1918 : la grève générale impose les 48 heures, inscrites dans la loi en 1919. Lorsque le patronat, avec la "loi Schulthess", veut imposer à nouveau une augmentation du temps de travail, le mouvement ouvrier, uni, riposte : sa mobilisation d'ensemble repousse en votation la loi Schulthess. Hermann GREULICH, qui n'avait rien d'un révolutionnaire, écrivait alors : "Une réduction du temps de travail est la condition préalable à toute amélioration pour la classe ouvrière. C'est ainsi que les travailleurs, encore opprimés, gagnent pas à pas leur libération. Nous sommes profondément conscients de cette tâche élevée. Voilà pourquoi nous nous presserons aux urnes..."

Ce que GREULICH pensait s'est démontré dans toute l'histoire du mouvement ouvrier : la lutte pour la réduction du temps de travail, pour plus de temps libre est partie prenante du combat des travailleurs pour leur libération. C'est dans ce combat contre l'exploitation quotidienne qui isole le travailleur et l'abrutit, qui divise ses rangs en catégories multiples que le mouvement ouvrier peut trouver sa force. S'il sait surmonter ces divisions, comme jadis, en exigeant une réglementation uniforme du temps de travail pour tous; s'il sait, comme jadis, mobiliser l'ensemble des travailleurs pour l'obtenir.

En 1924, Greulich appelait à se "presser aux urnes" pour défendre un acquis (les 48 heures) déjà conquis par la grève générale. Aujourd'hui, c'est l'inverse : en disant oui aux 40 heures le 5 décembre, ce ne sera qu'un premier pas. Car entre GREULICH et nous, il y a 40 ans de "paix du travail", de démobilité du mouvement ouvrier, de concessions successives au patronat. Voilà l'obstacle qu'il faut surmonter pour imposer dans les faits les 40 heures et surtout en contrôler l'application, sans diminution de salaire ni augmentation des cadences !



DE LA GREVE GENERALE... A LA PAIX DU TRAVAIL

La bourgeoisie a toujours été à la pointe du combat pour la défense de ses intérêts... mais au début du siècle, la classe ouvrière avait su lui répondre. Qu'on en juge :

Durant la deuxième guerre mondiale, utilisant ses pleins pouvoirs, au nom des "circonstances" et de "l'Union sacrée", le Conseil fédéral abrogeait certaines dispositions de la loi sur les fabriques et imposait des heures supplémentaires non payées, l'obligation du travail de nuit et le dimanche, des licenciements massifs dans certains secteurs et des baisses du salaire réel allant de 25-30 o/o. Dès 1917-1918 cependant, des grèves locales éclatent : les travailleurs refusent de faire les frais de la guerre. Certaines luttes sont massives, comme celle des employés de banques de Zurich.

Novembre 1918, alors que depuis plusieurs mois l'objectif d'une grève générale est "dans l'air", la bourgeoisie lève la troupe contre les grévistes zurichois : à cette provocation, la riposte est immédiate, c'est la grève générale ! Voici

1919 - 1924 : RESISTANCE ET CONTRE - COUPS

Dès le début de 1919, la bourgeoisie se fait déjà tirer l'oreille pour appliquer les 48 heures. Le Congrès extraordinaire de l'Union Syndicale Suisse exige que cela soit réalisé immédiatement et mandate les délégués syndicaux de vérifier que c'est bien le cas avant le 1er mai. Sans quoi, les directions syndicales devront prendre toutes les mesures, jusqu'à la grève de masse, pour imposer les 48 heures. Fixer un délai au patronat, un plan précis d'application de la réduction du temps de travail, prévoir, en cas d'opposition,

VERS LA "PAIX DU TRAVAIL"

Le patronat suisse a compris qu'il ne peut parvenir à ses fins en affrontant trop brutalement le mouvement ouvrier. Il cherchera dès lors à grignoter les acquis secteur après secteur. Principalement dans la métallurgie, secteur-clé de son industrie d'exportation. Confronté à de dures grèves, surtout à Winterthur et Schaffhouse, le patronat métallurgiste cherche un "accord" avec les syndicats. Pendant la grève, la FTMH et son fameux secrétaire ILG (futur signataire de la "paix du travail") acceptent un accord autorisant la prolongation de la durée du travail. Accord que ILG défend en ces termes :

"Certes, il est incontestable, et qui oserait le nier, que la classe ouvrière se porte mal, que les salaires sont insuf-

PAIX DU TRAVAIL = PAIX DU PATRON !

Aujourd'hui à nouveau, au nom de la "santé" de "notre" économie, la direction de l'USS s'oppose à une bataille d'ensemble pour les 40 heures, les refuse pour toutes les catégories et préconise une introduction "par étapes".

Mais lorsque la crise réapparaîtra, en 1977 ou 78 selon les prévisions bourgeoises elles-mêmes, que feront-ils ? Comme dans les années 20, il y a tout à parier qu'ils demanderont aux travailleurs, de choir avec le patronat, de bien vouloir patienter encore un peu !

Si l'histoire se répète pour ces Messieurs, les travailleurs eux en ont assez de jouer toujours le même scénario. Or une diminution du temps de travail, toute l'histoire le montre, n'est jamais acquise. Elle implique d'être contrôlée

comment elle était appelée :

"L'expérience a démontré que l'on ne peut obtenir aucune concession efficace des autorités par la voie des négociations; elles n'ont de compréhension que pour les intérêts des possédants, elles ménagent les accapareurs et les spéculateurs et refusent leur protection au peuple travailleur. IL FAUT QUE LE PEUPLE S'AIDE LUI-MEME S'IL NE VEUT PAS A L'AVENIR ETRE LIVRE SANS DEFENSE AUX RICHES ET AUX PUISSANTS. C'est pour cette raison que les directions des organisations ont décidé à l'UNANIMITE, et après mûres réflexions sur la situation intérieure et extérieure, de PROCLAMER LA GREVE GENERALE DANS TOUT LE PAYS."

Certes, cette grève fut limitée et ne dura que trois jours. Mais la bourgeoisie dut céder devant cette force organisée des travailleurs et accorder les élections au suffrage proportionnel et la semaine de 48 heures.

un plan d'action syndicale et de mobilisation : telles étaient les méthodes d'un mouvement ouvrier plus actif.

Au début des années 20, prétextant de la crise économique, la bourgeoisie relance la bataille pour augmenter le temps de travail. La "loi Schulthess" donnerait au Conseil fédéral le droit d'allonger la semaine de travail jusqu'à 54 heures ! Par une mobilisation unitaire du mouvement ouvrier, la "loi Schulthess" est largement repoussée en 1924.

faisants, que l'on doit s'éreinter et trimer comme un forçat. (...) Malheureusement, c'est un fait que les industries métallurgique et mécanique sont de loin orientées vers l'exportation et, qu'en tant qu'industries exportatrices, elles sont tout naturellement soumises aux influences étrangères".

Au nom de la "concurrence" et de la santé de "nos" entreprises, niant la volonté de luttes exprimée par la classe ouvrière, la bureaucratie syndicale jetait les bases de cette "paix sociale" qui permettra à la bourgeoisie suisse de réaliser les profits fabuleux que l'on sait. Car en 30 ans de "paix du travail", l'horaire n'aura baissé que de 3 heures hebdomadaires !

par les travailleurs, dans leurs entreprises et leurs ateliers, pour combattre toute augmentation de cadences, toute limitation d'effectifs. Elle exige surtout une mobilisation d'ensemble de toute la classe ouvrière pour la faire passer dans les faits. Pour arracher les 40 heures, il ne suffit donc pas d'un "OUI" le 5 décembre. Dans toutes les conventions à venir, dans chaque entreprise et chaque atelier, dans chaque section syndicale, il faudra remettre la bataille à l'ordre du jour. Et comme jadis, préparer un plan d'application des 40 heures, et un plan de mobilisation pour les obtenir. Préparer la rupture de la "paix du travail" à l'exemple de ceux de Matisa, Dubied ou Sarcem qui ont su montrer que la grève reste l'arme la plus efficace aux mains des travailleurs !

PERSONNELLEMENT
CETTE SOUDAINE
LOISIRS NE FASS
SUISSE SON ETH
DU TRAVAIL...



LUTTER ENSEMBLE PLUS DE TEMPS PLUS DE TEMPS POUR LUTTER

document

NON A L'INTENSIFICATION

Interview d'une infirmière

En 1973, durant une mobilisation de plusieurs semaines, les travailleurs et les travailleuses de l'Hôpital de Genève réclamaient 300.- fr. d'augmentation pour tous et la semaine de 40 heures. La bourgeoisie locale et les "patrons" de l'Hôpital - le socialiste Donzé en tête - saisirent toutes les occasions de faire passer leurs positions dans la presse : c'était la "mort" de l'hôpital, un véritable scandale, on se moquait des contribuables et surtout des malades puisqu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses, qu'on ne pouvait engager du personnel et que cela impliquerait une détérioration des soins.

Nous avons demandé à notre camarade Claire Magnin, infirmière, qui fut très active dans la lutte, ce qu'il en était aujourd'hui.

Question : Quels ont été les résultats concrets de cette lutte ?

Claire : Il faut croire que malgré toutes les déclarations de la direction à l'époque, la diminution du temps de travail était possible, puisque sous la pression du mouvement 300 fr./40 h., on a fini par passer de 43 h. 3/4 à 42 h. en 1974. C'était une victoire. A retardement, mais c'était une victoire, quand même.

Q. : Qu'est-ce que ces deux heures en moins représentent pour vous ?

C. : Peu de chose, il faut l'avouer. On nous a enlevé 12 minutes ici, 8 minutes là, ça rallonge un peu les pauses de midi, mais dans l'ensemble, on n'a pas l'impression d'avoir réellement des journées plus courtes. Parce que nous n'avons rien eu à dire sur la nouvelle répartition du temps de travail, et ça, c'est tout le problème du contrôle que les travailleurs doivent exercer sur l'application des améliorations qu'ils conquièrent par leurs luttes. A l'hôpital, par exemple, si nous ne nous battons pas pour avoir des jours de congé régulièrement, pour ne pas faire de veilles pendant

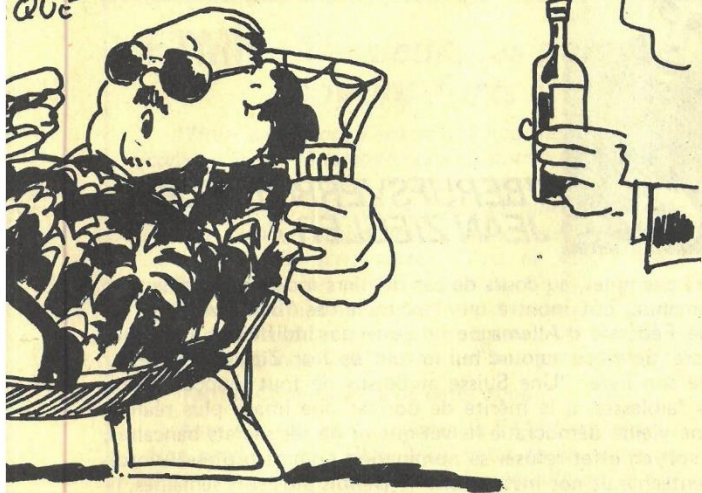
plus d'une période donnée, la direction en profite, et on nous presse comme des citrons en nous disant qu'on aura tant de jours de congé de plus. Mais le jour venu, il se trouve qu'il manque du personnel, alors on joue sur la corde sensible en nous disant que ce sont les malades qui vont en souffrir. La question de la durée du temps de travail, ce n'est donc pas tout. Surtout pour les femmes au sujet desquelles les statistiques disent que, même quand elles travaillent à l'extérieur, elles font 25 h. de travaux ménagers par semaine. Ce sont elles qui font les courses, qui s'occupent des gosses dans la plupart des cas. Pour elles, le problème de l'organisation de ce temps de travail, est donc décisif.

Q. : De ce point de vue, est-ce que la direction a augmenté les effectifs en même temps qu'elle acceptait de réduire le temps de travail, ou bien est-ce que les cadences ont augmenté ?

C. : C'est exactement là-dessus qu'on se bat en ce moment. Dans certains services comme le mien, on vient d'engager de nouvelles personnes, mais dans beaucoup d'autres, ce n'est

JE CRAINS QUE
L'AUGMENTATION DES
SALAIRES PERDRE AU PEUPLE
QUE

SCOOTCH?



SEMBLE POUR TEMPS LIBRE TEMPS LIBRE RENSEMBLE

TION DU TRAVAIL !



pas le cas. Tu imagines ce que cela donne : on court toute la journée, on n'a pas le temps de parler avec les malades, on fait les toilettes à toute vitesse, et quand on a affaire à des malades qui doivent suivre des traitements de rééducation, on les bouscule au lieu de les aider, cela crée des tensions. C'est une situation impossible. La qualité des soins souffre terriblement du manque de personnel.

une augmentation des cadences... Pour nous, il est donc essentiel d'empêcher la direction de grignoter les acquis de la lutte en l'obligeant à engager de nouvelles personnes dans tous les secteurs.

Q. : Par rapport à cela, est-ce que le mouvement de 1973 représente un pas en avant pour l'organisation des travailleurs de l'hôpital aujourd'hui ?

C. : Bien sûr, et on l'a vu avec la mobilisation à "Val-Fleuri" dont il a été question dans le numéro 143 de La Brèche. Nos camarades ont non seulement obtenu des augmentations de salaire substantielles et une diminution d'horaire de 47 à 42 heures, mais ils se sont organisés pour contrôler maintenant l'application de ces acquis.

L'essentiel, c'est qu'une telle lutte ne reste pas isolée, mais que grâce au travail de propagande et d'agitation effectué par les syndicats, elle serve de levier pour une mobilisation beaucoup plus générale pour l'obtention des 40 heures, sans diminution de salaire ni augmentation des cadences.

Q. : C'est dangereux, parce que dans un certain sens, cela donne raison à ceux qui parlaient de détérioration des soins si on réduisait le temps de travail.

C. : Oui, mais parlons-en ! Nous, nous nous sommes toujours battus pour une réduction du temps de travail avec augmentation des effectifs. Sans quoi on sait très bien que cela ne peut que signifier une augmentation des cadences, et la fatigue qui en résulte à la fin de la journée annule la diminution de l'horaire. Toutes les statistiques montrent que les accidents du travail sont plus nombreux en fin de journée, surtout quand le temps de travail dépasse 8 heures par jour, et lorsqu'il y a

NOTRE TEMPS N'EST PAS A NOUS !

Le temps est la chose la moins bien partagée du monde. Pour le salarié, il se divise grosso modo entre le travail, le sommeil, les affaires quotidiennes; sur l'année, entre des mois de travail entrecoupés de week-ends pour "récupérer" et de quelques semaines de vacances pour "voir du pays"; sur la vie entière entre la formation professionnelle, intégrée à la production dès 16 ans, 40 ans de travail salarié et la "retraite" où tous les espoirs de vivre encore s'envolent bien vite !

Pour le bourgeois au contraire, la formation professionnelle dure bien plus longtemps, il "fait ses études", et son travail n'a jamais le même caractère contraignant : propriétaire, il peut "prendre son temps" quand il veut; bien placé, il peut s'occuper "des affaires" (de son entreprise, de politique); officier, il passe ses "vacances de gris-vert" en pension et non au cantonnement.

Une statistique de la Sécurité Sociale allemande de 1970 le montre : 52,5 o/o des ouvriers interrompent leur travail avant la retraite contre 36,7 o/o seulement des employés; 45 o/o des ouvriers n'atteignent pas l'âge de 65 ans contre 60 o/o des employés. Et on ne parle pas des cadres.

La semaine de 40 heures, bien sûr, ne modifiera pas beaucoup cet état de choses. Il est le résultat, beaucoup plus profond, de la division du travail entre classes dans cette société. En 1973, le Journal des Associations Patronales s'écriait, à propos des 40 heures :

"Dans une certaine mesure, la réduction du temps de travail peut concourir à renforcer l'éthique anti-travail, c'est-à-dire une situation où la valeur des loisirs est rehaussée aux dépens de la motivation au travail."

Ce cynisme n'est rien d'autre que la volonté de la bourgeoisie de maintenir la division entre ceux qui ne sont bons qu'à bosser et ceux qui ont le temps de s'occuper des affaires de l'Etat, de la gestion de leur entreprise et de leurs loisirs personnels !

Cependant, la généralisation de la semaine de 40 heures à toutes les catégories représente un premier objectif, minimum, pour s'opposer à cet état de choses, à ce cycle, infernal pour le travailleur, du "boulot-auto-dodo". Nous l'avons souvent rappelé : les 40 heures pour tous et maintenant, s'opposent à la volonté patronale d'intensifier le travail des uns en supprimant celui des autres. La "Finanz und Wirtschaft" (journal financier) n'insiste pas par hasard sur ce qu'elle considère comme l'objectif central pour les patrons :

"Le maintien de la flexibilité, de l'élasticité du marché du travail (lisez : la pression du chômage) est donc dans la période à venir l'objectif central. Le temps de travail optimal (pour les profits ! — réd.) est justement dans cette période différent de secteur, de branche à branche, de firme à firme. C'est maintenant que nous devons tout mettre en œuvre dans chaque branche ou entreprise pour réaliser cet optimum." (24 novembre 1976).

Conséquence : surtout pas de réglementation légale et uniforme du temps de travail, nous voulons pouvoir profiter encore du chômage, de la pression à travailler plus et plus vite ! Tous ceux qui disent non à l'initiative acceptent de fait cette logique...

REFUSER L'ORGANISATION CAPITALISTE DU TRAVAIL

Ceci dit, on entend souvent la remarque, justifiée : "les 40 heures, d'accord; mais ça ne va pas beaucoup changer". L'interview de l'infirmière genevoise que nous publions ci-contre le montre bien : le patron, ou l'Etat-patron, peuvent récupérer à leur avantage une diminution d'horaire, en la morcelant par petites minutes sur chaque pause, en refusant surtout d'engager du personnel.

Conçue pour le rendement maximum (au coût salarial le plus bas), l'organisation capitaliste du travail cherche constamment à intensifier chaque heure de travail. Avec pour corollaire une individualisation du travail de chacun, de son salaire, qui divise entre eux les ouvriers. Toutes les méthodes de salaire au point, de salaire au rendement vont dans ce sens : organiser "scientifiquement" le processus de travail, chaque poste de travail même pour condenser dans le minimum de temps le maximum de travail, extorquer davantage de chaque ouvrière et ouvrier.

Ce devrait être le rôle d'une commission ouvrière, d'atelier, de chantier de contester chaque pas fait dans ce sens par le patron, d'organiser les travailleurs sur leur lieu de tra-

vail pour s'y opposer. En effet, s'ils n'imposent pas leur droit de regard sur tout le processus de travail dans l'entreprise, les salariés restent à la merci du patron qui joue consciemment sur ces méthodes et les divisions entre travailleurs. On voit ici combien l'opposition à cette organisation capitaliste du travail exige une participation active des travailleurs à l'activité des commissions ouvrières et en même temps de mettre en avant des revendications qui unissent les travailleurs contre ces divisions : augmentations d'effectifs calculés dans les services, intégration des primes au salaire de base, mensualisation pour tous et salaire minimum de branche. Dans la fonction publique genevoise par exemple, où l'Etat veut utiliser la masse bon marché des auxiliaires, cette dernière revendication est essentielle.

Sous tous ces aspects, quotidiens, de la vie des travailleurs, l'USS se tait. Elle se lamente sur le maintien des salaires et propose une introduction progressive des 40 heures qui va stimuler cette intensification du travail ! Mais la défense du salaire comme la résistance aux cadences dépend avant tout de la force d'organisation des salariés, en premier lieu sur le lieu de travail. Ce n'est pas avec des commissions ouvrières soumises au maintien de la "paix" dans l'entreprise, qu'on fera un pas dans ce sens !

ET LE TEMPS LIBRE ?

Ici encore, on entend parfois : "à quoi bon plus de temps libre si c'est pour s'ennuyer ?". Ce qu'on appelle en effet le temps "libre" est lui-même fortement conditionné, dans cette société, par l'organisation sociale du travail. Pour le salarié, ce temps "libre" reste avant tout le temps de se reposer, de faire le ménage et les courses, de suivre les événements du jour. L'intensité du travail est telle qu'il n'en a plus pour jouir de son temps "libre".

En outre, la société capitaliste organise aussi ce temps "libre". D'abord, en déchargeant sur la famille l'essentiel des soins quotidiens du travailleur. Les dépenses sociales n'étant pas directement rentables, elles sont laissées "au soin de chacun" : manque de crèches de qualité, de cantines, absence de salons-lavoirs, etc... Il en va de même du temps de déplacement, non compris dans le temps de travail, mais qui vole facilement une heure du temps quotidien.

La division entre temps libre et temps de travail est à l'image de cette société : le temps "libre" est tout ce qui n'est pas directement productif ! Mais même dans ce domaine, l'organisation sociale reproduit l'organisation du travail : la hiérarchie, l'absence de toute forme d'auto-gestion est reprise dans la consommation des loisirs. Toute l'industrie des loisirs est conçue dans ce sens : faire absorber et surtout ne pas trop réfléchir !

Pour le mouvement ouvrier, la lutte pour la réduction du temps de travail passe donc aussi par un combat pour une autre organisation de ce temps libre : socialisation des tâches domestiques, crèches de qualité 24 heures sur 24, intégration du temps de transport au temps de travail, infrastructures sociales, centres culturels gérés par les usagers, etc...

Aussi longtemps qu'existera une société fondée sur le rendement et le profit maximum, le temps (de travail ou de loisirs) n'appartiendra qu'à ceux qui l'organisent. Greulich disait que "pas à pas", en diminuant le temps de travail, la classe ouvrière conquiert sa libération. C'est partiellement vrai. Car on ne supprimera pas "pas à pas" cette organisation sociale du travail. En "défendant leur temps", les salariés gagnent surtout celui de s'organiser, activement, pour arracher demain ce contrôle à ceux qui "ont" le temps !

CEUX QUI S'ABSTIENNENT ...

Dans le camp des organisations communistes et ouvrières, Rupture pour le Communisme (RplC) est pratiquement seule, avec l'Union Syndicale Suisse (USS), à refuser de soutenir l'initiative. Dénonçant son caractère "aventuriste", ses militants expliquent — en général avec peu de succès — dans les assemblées syndicales et publiques, que l'initiative est un piège. Selon eux, la revendication aurait été amenée "de l'extérieur" dans la classe ouvrière, aucune lutte n'a montré que les travailleurs sont prêts à se mobiliser pour l'obtenir. La priorité doit être donnée à défendre les salaires et l'emploi. En outre, pour obtenir les 40 heures, il faudrait un rapport de forces qui n'existe pas encore. Enfin, les 40 heures ne résoudraient pas la question de l'emploi parce que le patronat accélérerait les cadences, fermerait les entreprises fai-

bles.

En même temps, RplC concentre toute son attention sur le développement d'un "mouvement gréviste" contre le patronat. Tous ceux qui ne seraient pas reconnus par lui ne feraient que jeter de la poudre aux yeux des travailleurs.

Personne ne conteste l'importance des luttes qui ont eu lieu. Mais soyons réalistes : elles restent isolées. En gonflant la réalité, on ne sème qu'illusions et surtout on ne répond pas à la question urgente : comment passer de quelques luttes à un mouvement d'ensemble contre les attaques patronales et les manœuvres syndicales.

La possibilité de lutter sur son lieu de travail ne dépend en effet pas seulement de la volonté de lutte des travailleurs. Les divisions patronales l'en-

travent encore profondément. Dans ces conditions, n'est-il pas intéressant que les travailleurs qui le peuvent, puissent exprimer leur refus de la politique patronale dans une votation ? Certes, bien des travailleurs, immigrés, en sont exclus. Il n'en reste pas moins qu'elle constitue une première occasion pour qu'une partie des travailleurs s'oppose sur le plan politique général à faire les frais de la crise. Même si l'initiative ne passe pas, des milliers de voix ouvrières permettront aux travailleurs de s'y reconnaître. Le résultat peut stimuler leur volonté de lutte.

C'est bien pour cette raison que nous dénonçons le non de l'USS comme une trahison. En invoquant des arguments hyper "réalistes" pour s'abstenir, RplC oeuvre en dernière instance dans le même sens de la démobilitation !

BIENNE :

UNE VILLE SANS AVENIR, MAIS UNE MAJORITE DE GAUCHE.

Résultats surprenants, Bienne change de visage titraient les journaux. Un maire socialiste qui bat un politicien bourgeois "chevronné", une majorité de gauche à l'exécutif et au législatif. Le parti radical qui perd des sièges, l'échec du bloc bourgeois est évident. Face à la crise, les représentants du patronat ont perdu des plumes et leur démagogie sur l'ordre et la sécurité n'a pas trompé la majorité des électeurs, ce sont eux les véritables fauteurs de désordre, eux qui profitent du chômage et des licenciements.

La gauche majoritaire, une gauche composée du parti socialiste et de l'Entente hors parti qui prend en charge la gestion du "ménage communal biennois", une gauche non dépourvue d'ambiguïté, où les gains électoraux de l'Entente et la stabilité du PS marquent plus un désarroi des électeurs face au chômage qu'une volonté de riposte à la situation. Et dans une des villes les plus touchées en Suisse par la crise, le changement électoral qui s'est opéré a une certaine valeur de test: Bienne n'est pas devenue rouge mais s'est un peu teintée de rose encore très pâle... Que l'Entente biennoise soit la gagnante de ces élections montre encore le chemin qui reste à parcourir pour une riposte active, dans les entreprises et les syndicats, aux attaques patronales sur les salaires et l'emploi. De plus il est apparu un net clivage linguistique qui montre une sensibilité différente aux problèmes politiques entre les salariés romands et suisses-allemands. Chez les romands, les votes d'opposition sont allés

renforcer le PS romand qui a mené campagne relativement à gauche, alors que le PS suisse-allemand a perdu un siège au profit en partie du POCH.

Pour souligner encore les aspects contradictoires de ce "glissement" à gauche, notons que l'Action Nationale a fait son entrée au législatif, les réactions de xénophobie restant encore très fortes dans une partie de la classe ouvrière. Ainsi la gauche "majoritaire" (moins de 50 o/o de participation électorale relativise cette majorité...) sera confrontée à répondre au chômage, à la question des "caisses vides" au niveau communal, à prendre finalement en charge la gestion de la crise sans pouvoir ni vouloir apporter la seule réponse réaliste pour les travailleurs, celle de mener une politique d'opposition à la politique patronale sur le lieu de travail même, en réactivant la politique syndicale pour empêcher d'autres défaites comme celle subie à la General Motors.

La gauche anticollaborationniste, le POCH a réussi à arra-

cher un siège. Il faut noter que les résultats au législatif montrent que le POCH (9'833 voix de parti) comme la LMR (6'011 voix de parti) ont perdu des listes par rapport aux élections nationales. Cette perte est due principalement au fait que les travailleurs ont préféré voter "utile" dans une politique d'opposition aux partis de droite et donner leurs voix au PS et à l'Entente. A la mairie la candidature de la LMR a néanmoins recueilli 1,7 o/o des suffrages exprimés et le POCH a eu un siège au législatif, grâce à son poids au niveau de la Suisse-allemande, son adaptation à la social-démocratie (n'a-t-il pas appelé à voter pour trois candidats socialistes à l'exécutif alors qu'il se présentait lui-même également) et le type de campagne qu'il a mené. La campagne de la LMR a permis certainement de mener un débat dans le monde ouvrier sur quelle politique proposer pour renforcer les rangs des travailleurs face au patronat. Et dans la période qui vient, c'est à travers un tel débat essentiellement, que les problèmes-clé de la majorité de la population pourront commencer à être posés, et non à travers une gestion de la ville par une majorité de gauche.

Correspondant biennois



"BERUFSVERBOT" POUR JEAN ZIEGLER ?

Plusieurs exemples, au cours de ces derniers mois, spécialement en Suisse allemande, ont montré que l'exemple des "Berufsverbote" de République Fédérale d'Allemagne ne reste pas indifférent à la bourgeoisie suisse. Serait-ce aujourd'hui le tour de Jean Ziegler à Genève ? A cause de son livre, "Une Suisse au-dessus de tout soupçon", qui, malgré ses faiblesses, a le mérite de donner une image plus réaliste de la bonne vieille démocratie helvétique et de ses secrets bancaires, Ziegler se voit en effet refuser sa nomination comme professeur ordinaire. Il "entacherait nos institutions" ! Depuis plusieurs semaines, libéraux et radicaux genevois font pression pour que Ziegler ne soit pas nommé professeur ordinaire, et l'Université renvoie le dossier au Conseil d'Etat, qui le renvoie à l'Université, etc...

Il est clair qu'on veut en faire une affaire politique. C'est pourquoi il faut agir de toutes les manières possibles pour empêcher la bourgeoisie de parvenir à ses fins ! Un Comité pour la Défense des Libertés d'Expression s'est constitué à Genève autour de cette affaire. Mais il y aura demain toutes les autres, du "certificat de bonnes vie et moeurs" aux mesures de rétorsion contre les enseignants ou les travailleurs !

E. D.

CINCERA : un flic au dessus de tout soupçon ?

"Un petit Watergate" à Zurich... Tel est le titre donné par la presse suisse-allemande aux révélations explosives faites le mardi 23 novembre par l'Association "Manifeste Démocratique" (regroupement de défense contre la répression, soutenu par de nombreuses personnalités du mouvement ouvrier, et notamment par le PS, le POCH, la KGAP, la LMR, etc.). Le caissier de cette association, fondée il y a à peine quelques mois, était payé par Ernst Cincera, l'homme du patronat et du lobby militaro-policiier en Suisse, pour espionner toutes les activités de ce comité de défense. Malheureusement pour Cincera, qui n'en était pas à son premier coup, l'étudiant "infiltré" est passé aux aveux; il a fourni au "Manifeste" les clés des archives de Cincera. Le "Manifeste" a pu en faire des photocopies, dont une partie a été remise à la presse. Parmi ces archives, une cartothèque de plus de 4 000 noms de personnes considérées comme "subversives", des documents militaires confidentiels, des livres de comptes révélant sur qui ce personnage peut compter pour mener ses activités "en défense de la nation". Une enquête judiciaire a aussitôt démarré. Pas sur Cincera, mais sur quatre membre du "Manifeste", qui ont été arrêtés sur plainte de Cincera ! Il faut savoir en effet que même la direction de la police zurichoise utilisait les services "privés" de Cincera et des nombreuses associations qui lui servent de couverture.

QUI EST CINCERA ?

"... Il faut qu'on sache maintenant qu'il suffit, que nous en avons assez, que nous entendons vivre dans une démocratie où la majorité décide et où la minorité doit ou bien accepter la règle du jeu, ou bien aller jouer ailleurs...". Cette citation toute fraîche du Journal des Associations Patronales (no 46) illustre bien le fait que Cincera n'agit pas seul, en "manique" de la chasse aux sorcières, mais bien sur le mandat du plus grand patronat suisse. Ses services qui sont ceux d'une CIA privée (infiltration d'agents, dénonciations, dossiers d'analyses, cartothèques, etc.), sont payés grassement, comme l'attestent les bordereaux de CCP découverts par les gens du Manifeste. Banques, journaux, syndicats patronaux, compagnies d'assurances ont recours régulièrement à ses services : histoire de perfectionner l'"épuration" politique parmi le personnel.

Mille liens relient Cincera à la fine fleur de la bourgeoisie suisse : lieutenant-colonel, conseiller en publicité, candidat du parti radical au Grand Conseil zurichois, il a été élu en 1967, mais a subi une "veste" en 71. Candidat au Conseil national en 1971 et en 1975, il n'a pas non plus réussi à se faire élire, malgré son bras très long ! Ses trois principales organisations : le "Groupe d'information suisse", l'"Institut de politologie contemporaine" (traduction approximative, réd.), et enfin le "Groupe d'analyses critiques actuelles". Budget, rien que pour cette dernière association en 1975 : 95 200 francs... Ernst Cincera passe son temps à silonner la Suisse en donnant ici et là des "conférences" sur les "ennemis de la patrie". Au premier examen de sa cartothèque, "la majorité des personnes fichées sont des gens appartenant à des milieux religieux, syndicaux et politiques". Jürg Frischknecht, journaliste de gauche suisse allemand, a dû se cacher de la police pour déchiffrer ces documents.

Exigeons que l'enquête judiciaire se tourne contre Cincera et ses amis, au lieu de s'acharner sur ses victimes !

25. 11. 1976

Nous reviendrons en détail sur cette affaire dans le prochain numéro, réd.

Brice Dounaue

MEETING FASCISTE A GENEVE :

JOLIE BROCHETTE !

Depuis quelques mois à Genève, les nostalgiques d'Hitler ou Mussolini croient leur temps revenu. Secoués comme toute la bourgeoisie par les mobilisations ouvrières au Portugal, condamnant un capitalisme en faillite qui ne peut que secréter le communisme, les amis genevois du sinistre Ordre Nouveau (France), le "Nouvel Ordre Social", se sont mis à prôner la "révolution nationaliste" qui sauve "l'ordre européen".

L'anniversaire de l'insurrection ouvrière de Budapest leur en a fourni l'occasion. Le 11 novembre, sous les auspices du cercle "Culture et liberté", s'est tenu le premier meeting fasciste unitaire. Daniel COLOGNE, responsable de "Culture et Liberté" comme du NOS, y a franchement déclaré : "Il faut trouver une troisième voie inscrite dans un nationalisme européen, inspiré de l'idéal fasciste au sens originel du terme". (lisez : "l'idéal" corporatiste musclé d'une forte dictature anti-ouvrière).

Une poignée de réactionnaires, de nervis, de vieux débris fascistes, quelques jeunes militants du NOS en uniforme, bottes et chemises : le meeting fut un bide ! Seule une petite annonce du Nouvelliste du Valais avait

d'ailleurs osé l'annoncer : les rats sortent encore timidement de leur trou...

Mais ils sortent en famille ! Le NOS bien sûr qui, soucieux de "l'indépendance des peuples contre les deux impérialismes", a participé tout dernièrement à la réunion des anciens de la 12ème division SS "Hitler Jugend" (cf. Patrice Chairroff in Rouge, 5. 9. 1976). Maxime HENRY était aussi là : fondateur de la "Ligue Anti-Révolutionnaire" (LAR) et de l'Action Civi-

que Vaudoise, membre aussi de la direction administrative de Paillard (Yverdon) qui expliquait, le 19 janvier 72 aux patrons du Nord vaudois, sa volonté de combattre et "d'évacuer les éléments troubles" des entreprises... Et puis Roland TROYON, l'officier de police responsable de l'ordre sur l'aéroport et qu'un monôme de collégiens terrorise ! Celui qui assommait des journalistes lors des manifestations contre la venue du Shah en 1972 et se vantait,

dans "l'Illustré", d'être le plus pur émule des colonels grecs.

Puis il y avait tous les cousins : l'Action Nationale bien sûr, avec Mme Mary Meissner, qui dans le dernier numéro de son journal, "Peuple et Patrie", vante le même idéal nationaliste; et Patané du "Comité Tricolore italien", branche du MSI; le "républicain" Luc de Meuron, émule de Schwarzenbach, qui soutient des quatre fers les dictatures racistes d'Afrique australe; Vigilance enfin, représenté par Rolf Zwicky, et dont le député Mario Soldini, fasciste dans les années 30, tente aujourd'hui un procès à la Voix Ouvrière qui lui rappelle son passé !

Bref, une jolie brochette ! Toute la racaille, décidée à "épurer notre société des infiltrations gauchistes néfastes qui la grignotent", était de la partie ! Unis aujourd'hui par un lamentable rassemblement anti-communiste, ils le sont aussi dans leur volonté de frapper le mouvement ouvrier, de le diviser. Aux travailleurs et leurs organisations de dénoncer maintenant qui sont ces gens et de ne pas les laisser faire !



«Coups redoublés vers la démocratie»

Ces dernières semaines, 90 militants du Parti du Travail ont été arrêtés. Le 12 novembre, des centaines de travailleurs participant à la grève générale ont été détenus, licenciés, soumis à de lourdes amendes. Le 20 novembre, date de la mort de Franco, 150 militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section sympathisante de la IVème Internationale) ont été arrêtés lors d'une assemblée, et plusieurs torturés. Le 22 novembre, 5 militants du Parti Communiste d'Espagne sont appréhendés à Madrid pour avoir collé des affiches dans le métro et "discuté politique".

La voilà, "l'Espagne en marche vers la démocratie" ! Au moment où le processus électoral est annoncé, le but des services de police de Juan Carlos (voir la circulaire de la Direction générale de la Sécurité que nous publions ci-contre) est d'opérer des "coups de filets", une répression sélective contre tous ceux qui dénoncent la soi-disant libéralisation et appellent au boycott du referendum mis en scène pour le 15 décembre sans qu'aucun droit démocratique soit assuré.

Mais la police franquiste fait un mauvais calcul: les organisations révolutionnaires espagnoles ont de trop profondes racines dans le mouvement de masse pour être démantelées par un coup de filet. Parmi les militants arrêtés le 20 novembre figurent A. Carrera (accusé du procès de Burgos), 8 ouvriers de Vitoria, J.L. Parisa, dirigeant des CCOO de Biscaye, I. Citiza, présidente du syndicat sanitaire de Navarre, P. Abriego, membre de la commission interministérielle des informations, M. Garais, dirigeant de l'Union Cerraiera de Mondragon, etc.

A Navarre, trois des plus grandes entreprises de la métallurgie sont entrées en grève; San Sebastian et Madrid, dès lundi étaient couverts d'affiches unitaires dénonçant les arrestations. En Euzkadi une réunion unitaire de toutes les organisations ouvrières s'est tenue pour organiser la riposte.

Une fois encore, la preuve est faite que la dictature franquiste n'a pas été abolie par les manoeuvres du "petit roi". La grève générale du 12 novembre s'est arrêtée à mi-chemin: il faut la relancer pour en finir avec la monarchie, libérer tous les prisonniers politiques et imposer un gouvernement des travailleurs.

LIBEREZ - LES TOUS !

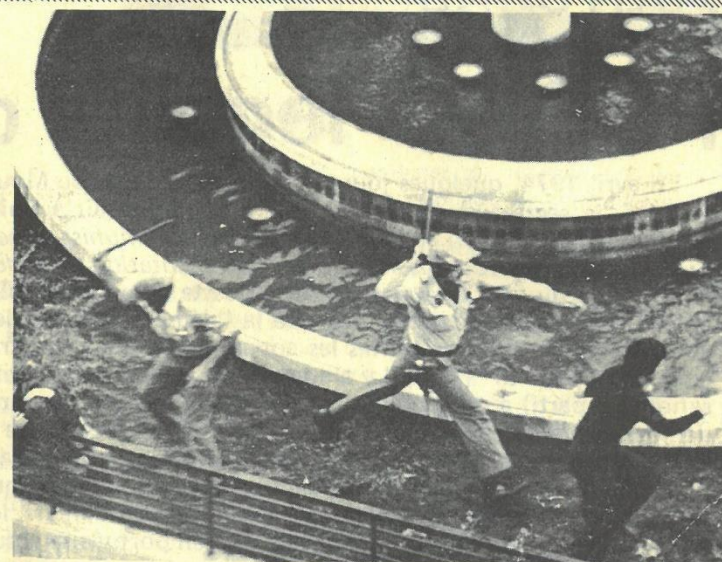
Mercredi 24 novembre à Genève, la Ligue Communiste Révolutionnaire ETA VI, la Ligue Marxiste Révolutionnaire, le Parti Communiste d'Espagne, l'Organisation Communiste d'Espagne - Bandera Roja et le Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriotique ont publié le communiqué suivant, dont nous publions des extraits. Le Parti Socialiste Genevois, le Parti du Travail, le Centre de Liaison Politique s'y sont refusés. Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol s'en est retiré au dernier moment.

Le samedi 20 novembre, jour de l'anniversaire de la mort de Franco, 150 militants de la LCR ETA VI qui participaient à une assemblée dans un monastère à Aranzazu en Euzkadi ont été arrêtés. Cette mesure répressive qui nie les droits démocratiques les plus fondamentaux (libertés de réunion, d'expression et d'association) montre clairement le genre de démocratisation que propose le gouvernement Suarez deux jours après l'approbation de la réforme constitutionnelle par le parlement fantoche franquiste. En fait il ne s'agit d'aucune contradiction avec sa volonté de "démocratiser", mais plutôt de l'application cohérente de sa politique qui vise à intégrer les partis bourgeois dans cette farce pseudo-démocratique tout en

continuant à réprimer le mouvement ouvrier et le mouvement de masse. (...)

Le gouvernement donnera l'occasion au peuple espagnol d'approuver ces réformes lors d'un referendum le 15 décembre. Les organisations signataires appellent au boycott de ce referendum, car ce dernier prend place lorsqu'en Espagne même les droits démocratiques fondamentaux n'existent pas et les organisations ouvrières ne sont pas légalisées.

Nous exigeons la libération de tous les camarades détenus, l'amnistie totale pour laquelle nous continuerons à lutter jusqu'à la libération du dernier prisonnier politique.



Pour Juan Carlos, la "démocratie" ne peut être que musclée !

LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1939

Ce ne sont pas moins de 2'000'000 de travailleurs qui ont participé à la première grève générale nationale depuis la fin de la guerre civile. Toutes les régions, bien que de manière différenciée, ont été touchées par le mouvement de grève. La répression n'a évidemment pas été absente; pendant la journée du 12 novembre la police a procédé à plusieurs centaines d'arrestations de dirigeants ouvriers, ce qui démontre, s'il en était encore besoin, l'écho de l'appel lancé par la COS (Coordination des Organisations Syndicales). Mais...

Les limites du 12 novembre

Les carences de cette grève étaient déjà inscrites dans la plateforme d'appel. Comme nous le soulignons dans l'avant-dernière Brèche, la COS avait volontairement maintenu cette grève générale dans un cadre purement "économiste". Il est clair que pour les organisations majoritaires de la Coordination démocratique (PCE, PSOE, PSP) le but de la journée n'était pas de créer une épreuve de force avec le régime. Le risque de se voir déborder dans certaines régions (par ex. en Euzkadi) par de larges couches de travailleurs était trop grand. En outre, toute les déclarations de Sanchez-Montero, de Camacho dirigeant du PCE mettent l'accent sur la nécessité d'éviter tout affrontement politique et ils appellent à la "réconciliation nationale sans aucun esprit de revanche".

C'est pour cela qu'aucune re-

vendication mettant en cause le régime — dissolution des corps répressifs — jugement des criminels franquistes — n'était avancée et que même le mot d'ordre d'amnistie n'a pas été le mot d'ordre principal de la grève. Enfin, malgré les déclarations, il n'y a pas eu de réelle mobilisation à la base, pour la préparation du 12 comme cela avait été le cas lors de la grève du 27 septembre en Euzkadi.

Ces multiples limites mises au déroulement de cette journée, ont fondamentalement empêché la participation de plus larges secteurs populaires (jeunesse, groupes femmes, associations de quartiers etc.) alors qu'une plateforme incluant des mots d'ordre politiques qui remettent clairement en cause la monarchie franquiste, aurait permis de déboucher sur un affrontement avec le pouvoir. C'est ce type de travail de propagande qui a été pris en charge plusieurs semaines avant la grève par nos camarades de la LCR. Malgré ces limites, nous pensons que cette première grève générale représente un acquis important pour le développement de la conscience de la classe ouvrière espagnole. Il a été enfin démontré concrètement que le mot d'ordre de "Grève générale" que nos camarades avancent depuis longtemps n'est pas une utopie et que l'explication que les conditions n'étaient pas mûres — ce que répondaient les directions du PCE et du PSOE — était totalement fallacieuse.

I. D.

document: Circulaire de la DGS

Le meilleur service de l'Espagne et de son développement politique oblige tous les services de police à persister dans la recherche patiente et le démantèlement des groupes et organisations qualifiées d'illé-gales par la récente réforme du Code pénal, en particulier les organisations de caractère terroriste et séparatistes comme ETA VI, et celles qui se réclament du marxisme-léninisme, du maoïsme, du trotskysme, de l'anarchisme, telles que: Parti communiste M-L, Ligue communiste révolutionnaire-ETA VI, le Parti du travail d'Espagne, avec ses filiales Action démocratique de la jeunesse et Jeune garde rouge, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, le Mouvement communiste d'Espagne, OLLA, MIL, GARI.

La même mesure doit être appliquée aux groupes ou partis de caractère régional liés aux précédents. Les opérations et recherches viseront sélectivement les principaux dirigeants et responsables desdits groupes, surtout s'ils sont connus publiquement ou par nos services, mais de toute façon, qu'il s'agisse de dirigeants ou de simples militants arrêtés en raison de leurs activités subversives, il faudra chercher et enregistrer au plus vite les preuves pertinentes, permettant ensuite un traitement positif de la part de l'autorité

judiciaire compétente.

Le gouverneur civil et fiscal en chef de chaque province sera informé de la procédure et des résultats de l'enquête, dont il a aussi rendu compte à cette direction générale à travers le commissariat d'enquête sociale.

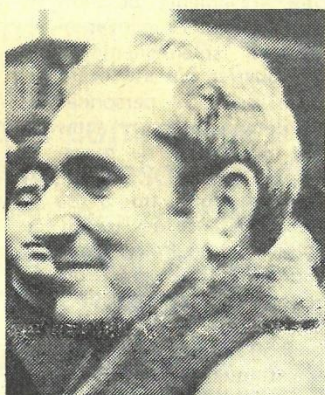
L'ouverture de l'enquête peut se fonder sur toute source de connaissance des activités subversives, y compris la presse périodique et les revues dans les pages desquelles les leaders des groupes en question sont parfaitement identifiés, ainsi que leurs activités subversives.

Sans nuire à une action permanente conforme à ce qui vient d'être indiqué, il est évident que pour l'heure, le Parti du travail et ses filiales font preuve d'une plus grande activité et d'un recrutement plus important, ce qui nous conduit à recommander de commencer de préférence par une vaste opération en vue de son démantèlement.

Aussitôt après avoir reçu la présente instruction, vous ordonnerez le commencement immédiat de toutes les opérations que vous jugerez nécessaires afin d'obtenir au plus vite un démantèlement radical du parti illégal concerné et de ses filiales.

Les gouverneurs civils respectifs rendront compte du contenu de cette communication.

Signé : Emilio Rodriguez Roman.



CAMACHO : POUR L'AMNISTIE TOTALE !

Dimanche 21 novembre, la FTMH et l'ATEES organisaient un meeting commun avec comme orateur principal le camarade Camacho, dirigeant des CCOO et du PCE. Certes, la tenue d'un meeting unitaire entre des organisations suisses et immigrées est un événement de première importance pour l'unité de la classe ouvrière en Suisse. Malheureusement les ouvriers suisses présents étaient très peu nombreux et nous croyons que l'heure (10h.30 dimanche matin) n'était pas favorable à une large participation des Suisses sans parler du peu de mobilisation effectué dans les entreprises.

Camacho, au cours de son exposé aborda essentiellement 4 questions. D'abord il critiqua très violemment le gouvernement Suarez et la politique actuelle de pseudo-réforme. A cette occasion il présenta la position adoptée par la Coordination démocratique et par les CCOO sur le référendum qui sera organisé vers le 15 décembre par le gouvernement. Ils refusent toute participation à cette farce et lancent le mot d'ordre d'abstention active. (Nous reviendrons sur ce sujet dans le prochain no. de la Brèche).

La partie centrale fut consacrée à la question syndicale et à la grève générale du 12 novembre. Camacho développa la position officielle des CCOO sur le syndicat et sur le prochain "Congrès syndical des CCOO" (cf. La Brèche No. 144 - 145). Sur la grève générale, après avoir souligné le succès que représentait la journée du 12 novembre, il expliqua comment, selon les CCOO (du moins la fraction majoritaire liée

au PCE), il faut aujourd'hui abandonner "tout esprit de revanche" et aller vers la "conciliation nationale". Ceci explique beaucoup de choses sur le contenu "économiste" de la grève générale. Enfin, il réclama l'amnistie totale pour tous les prisonniers.

Est-ce que ceci est un appel à la continuation de la campagne pour l'amnistie ? Pour nous la réponse est évidente puisque plus de 200 prisonniers croupissent toujours dans les geôles franquistes. Alors on se demande pourquoi ces mêmes organisations (PdT, PS, PSOE, ATEES, FTMH, USCG et CLP) qui avaient accepté la suite de la campagne — envoi d'une délégation avec les pétitions pour l'amnistie, meetings avec des camarades de l'intérieur, etc. — se sont retirés du comité sans aucune explication. Est-ce que les discours sont faits pour être oubliés à la sortie du meeting ? De fait, ce changement va de pair avec la volonté du PCE d'arriver à une rupture négociée et pacifique. Cela empêche une bataille conséquente avec le mot d'ordre "amnistie totale" qui implique le renversement complet de la dictature. Nous l'avons dit, nous sommes prêts à faire l'unité à chaque moment et nous estimons très positive l'unité réalisée sur l'arrestation de nos camarades de la LCR ETA VI.

Enfin nous lançons la proposition d'une campagne commune sur le référendum et nous espérons une réponse positive de la part de ces organisations.

Laforia

PCP et "légalité démocratique..."

En avril 1974, quelques jours après le coup d'état du Mouvement des Forces Armées, le secrétaire général du PCP, Cunhal, disait à Spínola alors général-président : "Oui, mon général, nous autres communistes, nous sommes des démocrates et nous voulons collaborer à l'implantation de la démocratie". Depuis la direction du PCP sera restée fidèle à cette volonté de collaboration. Le problème — pas des moindres — est que la "démocratie" que le parti communiste contribue à implanter a toutes les apparences d'une démocratie bourgeoise. Le congrès que le PCP a tenu il y a une dizaine de jours (le premier depuis la légalisation du parti) a confirmé la continuité de l'action du parti dans cette "voie démocratique au socialisme". Aujourd'hui le PCP manifeste un respect total de la Constitution, présentée comme un tremplin vers le socialisme, ainsi qu'à la politique du général Eanes, président de la République, et qu'à celle du gouvernement de Mario Soares. Quelles sont, pour les travailleurs, les conséquences de cette "fidélité" communiste dans la situation portugaise actuelle ? C'est dans le domaine de la politique économique que la stratégie réformiste du PCP fait en-trevoir sa véritable nature.

LA "BATAILLE DE LA PRODUCTION"

Alors que le gouvernement socialiste a entamé, début août, son projet de "réglementation de la réforme agraire", qui s'attaque aux positions acquises par les travailleurs agricoles et les paysans pauvres du Sud (mouvements d'occupation de grandes propriétés), la politique du parti communiste, par le biais des UCP (unités collectives de production) dans lesquels il est influent, consiste de fait à accepter cette "normalisation" de la réforme agraire. Certes pour l'instant les mesures gouvernementales de rétrocession des terres expropriées ne concernent qu'une infime partie de celles-ci (moins de 2 o/o); elles n'en constituent pas moins une sorte de test qui, s'il se révèle positif, entraînera alors d'autres mesures déjà annoncées : la restitution d'autres domaines, la concrétisation du droit de réserve — sorte de droit de préemption des latifundistes sur une partie des terres expropriées, l'indemnisation de ces mêmes grands propriétaires et l'intégration des UCP à l'appareil d'Etat...

Le PCP joue un rôle non négligeable dans ce processus : la défense de la "légalité dé-

mocratique" l'a conduit à accepter ces mesures par une négociation avec Soares avant même qu'elles ne soient discutées par les intéressés eux-mêmes et appliquées. En échange de promesses d'application de la législation sur la réforme agraire, le PCP accepta la restitution des terres et dénonça comme manœuvres réactionnaires toute velléité de résistance. De plus il renonça à stimuler toute riposte dans l'Alentejo et le Ribatejo (ses bastions) ainsi que des mobilisations de soutien dans le prolétariat industriel, alors que la jonction travailleurs agricoles/travailleurs industriels avait été le point fort des mobilisations de 1975.

Enfin il ne fit rien, comme naguère les "progressistes" du MFA, pour rompre l'isolement des travailleurs agricoles du Sud en direction de la petite paysannerie du Nord (où prédomine le régime de la petite exploitation) qui elle aussi subit aujourd'hui un processus de prolétarianisation mais dont le potentiel de révolte anti-capitaliste n'a été utilisé jusque-là que par la droite.

Dans le secteur de l'industrie nationalisée, le contrôle ouvrier effectif qui s'était instau-

ré dans une série d'entreprises se transforme de plus en plus en simple cogestion. Les Commissions de Travailleurs (CT), dominées par le PCP, sont destinées à en être l'instrument. Cela signifie en clair que, dans ce secteur aussi, le PCP accepte de brader la dynamique révolutionnaire du prolétariat portugais au profit de la politique économique qu'il préconise en définitive : résoudre la crise du capitalisme portugais dans le cadre de ses propres structures, sans le remettre en cause dans son existence même. Et l'existence du secteur nationalisé ne représentera aucune garantie sérieuse pour les travailleurs dans la mesure où, dans une telle économie prétendument mixte, les capitalistes gardent le contrôle des secteurs-clé.

On comprend mieux dès lors l'accent mis au Congrès sur la nécessité d'une "bataille pour la production", dans le secteur nationalisé en particulier ! Slogan : "augmenter la production, réduire la consommation". Dans



Un parti très jeune, passé de 5.000 à 100.000 membres en deux ans. Tous ne cachent pas leurs doutes sur l'orientation donnée....

l'intérêt de qui ?

LA PRIORITE DES PRIORITES

Depuis les 8 o/o obtenus aux élections présidentielles par son candidat Octavio Pato, le renforcement de l'emprise du PCP sur les Commissions de Travailleurs et surtout au sein des syndicats est devenu la priorité des priorités. Dans ce but, les militants communistes qui dirigent l'Intersyndicale n'ont reculé devant aucune manœuvre bureaucratique pour écarter tout courant se revendiquant de la démocratie syndicale, mettant en avant leur refus d'engager la lutte contre le plan d'austérité gouvernemental. Par ses coups de force, celui qui s'intitule "le premier parti de la classe ouvrière" est aujourd'hui l'un des principaux responsables de sa division. Les proclamations unitaires faites au Congrès ne changeront en rien l'attitude actuelle du PCP dans la préparation manipulatoire du prochain congrès syndical.

Nous aurons prochainement l'occasion de revenir sur ce congrès syndical ainsi que sur la réunion des GDUP (groupes de dynamisation d'unité populaire), constitués en vue de soutenir la candidature de Carvalho... qui s'est tenue ce dernier week-end.

THAILANDE

LA RESISTANCE S'ORGANISE

Interrogés par "Rouge" (16 novembre), deux militants français de retour de Thaïlande ont informé que, malgré la répression féroce, la clique militaire ne contrôle de loin pas la situation :

"Quatre membres du Parti Socialiste, maintenant interdit, ont rejoint le PC et ont lancé un appel à la lutte armée sur le radio du PC, la "Voix du Peuple de Thaïlande". Cette radio déclarait le 7 octobre : "La seule voie qui peut conduire notre peuple vers la justice, les droits démocratiques, la liberté et l'indépendance totale... est la lutte armée, l'extension de la guerre du peuple, la construction de bases dans les zones rurales afin d'investir les villes et... coordonner (cette lutte) avec d'autres formes de lutte." D'autre part, les actes de résistance se sont multipliés dans le nord et nord-est du pays. Selon Radio Hanoï, l'armée de libération a attaqué une unité de 400 policiers.

Dans les campagnes, il est certain que la résistance marque des points. L'unique objectif des militaires semble actuellement de limiter les infiltrations vers les grands centres urbains. (...)

On peut penser que compte tenu du rapport de forces dans les villes et en particulier dans la capitale, un temps de réflexion est nécessaire aux militants pour mettre en place ou consolider leurs réseaux."

La révolution indochinoise n'a pas fini de vivre !

FRANCE

ENCORE UNE VESTE POUR GISCARD !

Après la grève du 7 novembre, les élections législatives partielles en France, où l'Union de la Gauche a gagné de nouveaux sièges, confirment une chose : les travailleurs refusent l'équipe Giscard-Barre et son plan anti-ouvrier. Quelles conclusions en tirent le PC et le PS ? Ils se montrent à la fois satisfaits et confiants. "L'Humanité" : "La gauche poursuit, lentement peut-être mais sûrement, sa marche vers le pouvoir". Mitterand (il y a un mois, à Paris Match) : "Notre pays aura d'ici les élections législatives plusieurs occasions de marquer son désaveu à ceux qui nous gouvernent. Et à l'heure dite, en 1978 de les renvoyer..."

Mais l'austérité, elle, n'attend pas. Les prix augmentent. Ceyrac, patron des patrons, annonce 20 000 licenciements.

Contre cet attentisme, nos camarades de la LCR répondent : "Ce n'est ni la volonté de lutte, ni la volonté de changement politique qui font défaut aujourd'hui. Elle ne demanderait qu'à s'exprimer avec force s'il existait la perspective d'une riposte d'ensemble, engagée dans l'unité par les syndicats sur une plateforme unifiante pour faire échec au plan Barre; et si les partis ouvriers qui ont la confiance de la majorité des travailleurs, exigeaient le départ de ce gouvernement minoritaire, se portaient candidats au gouvernement non pour gérer le système mais pour satisfaire les revendications et ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs."

POLOGNE

242 CONDAMNES !

Les remous suscités par la révolte des travailleurs polonais n'ont pas pris fin. Le gouvernement affirme "solennellement" qu'aucun ouvrier n'a été licencié et que seules 74 personnes ont été détenues pour "actes criminels tels pillage de magasins, etc." C'est faux !

Le communiqué no 3 du "Comité de défense des travailleurs" constitué en Pologne par des personnalités qui ont scrupuleusement enquêté sur la répression (cf. extraits ci-dessous) révèle que 2 500 personnes ont été arrêtées et que 242 ont été condamnées à Radom et Ursus. Voici quelques extraits de ce communiqué :

"URSUS" : Nous connaissons les noms de 208 personnes poursuivies pour avoir participé aux grèves et aux manifestations du 25 juin 1976. (...) Pour celles dont nous sommes informés, on sait que 167 ont été licenciées dont 149 provenant des Etablissements mécaniques "Ursus".

RADOM : Nous connaissons jusqu'à maintenant par leurs noms 159 cas de répression à Radom. C'est incontestablement un chiffre très éloigné de la réalité. Nous savons que 11 personnes sont mortes, probablement à cause des incidents du 25 juin. Jusqu'à présent 4 cas ont déjà été vérifiés. Il s'agit du prêtre Roman Kotlarz, battu par des inconnus, décédé le 18 août à l'hôpital de Krychowice, de Jan Brozyna, tué par des fonctionnaires de la milice le 20 juin dans la rue Koszarowa, de H. Zabacki et J. Labadzki.

IRLANDE LIBEREZ LES MURRAYS !

La pétition suivante a été lancée par le Comité MURRAYS, c/o CRAC, 7 rue Carl Vogt à Genève. SIGNEZ-LA !

AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'IRLANDE,

Les soussignés, ayant eu connaissance de la condamnation à mort des militants libertaires NOEL MURRAY et MARY MAC PHILLIPS, accusés du meurtre d'un policier, sans autre preuve que les déclarations lâchées sous la torture par Mary Mac Phillips (déclaration qu'elle a rétractée au cours du procès) et jugés selon une procédure

d'exception sans les garanties d'une justice correcte, demandent la libération de Noël Murray et Mary Mac Phillips dans l'attente d'une révision du procès.

Par ailleurs, les soussignés s'inquiètent de l'allégeance croissante des forces de l'ordre irlandaises vis-à-vis du pouvoir britannique et s'élèvent contre la répression qui s'abat sur le mouvement révolutionnaire et le mouvement républicain.

+++ s'il vous reste du temps libre +++

GENEVE

Salle Patiño, 20 h. 30 : L'AMERIQUE, une pièce de J. Probst du 26 au 29 novembre, du 2 au 5 décembre, du 17 au 20 décembre.

Au Théâtre de Carouge : LES ACTEURS DE BONNE FOI, de Marivaux, par le T/ACT (mise en scène de A. Steiger) du mardi 7 au dimanche 12 décembre.

et à l'apéritif théâtre, à 18 h. 30 : LEÇONS DE CHOSES, par les élèves de l'ESAD et Michel Soutter, du 14 au 19 décembre.

AU CAC VOLTAIRE : Shakespeare et le film, avec des réalisations de : Peter Brook, Laurence Olivier, Kosintsev, Zeffirelli, Schaefer, etc... du 30 novembre au 12 décembre.

A la Maison de quartier de la Jonction; 20 h. 30 : LE THEATRE MOBILE dans VAS-Y LEON ! de M. Beretti et Ph. Sozzani, une réalisation originale qui tente de retraduire en forme théâtrale les luttes de classes à Genève de la crise à la 2ème guerre mondiale (du mercredi au dimanche).

MORGES

Le théâtre de l'Université ouvrière de Genève présente des poèmes de A. MACHADO (poète républicain espagnol), au Centre culturel espagnol, 26 avenue de la Gare, à 20 h. 30 le samedi 27 novembre.

ET VOICI que revient sur les ondes suisses cette chère :

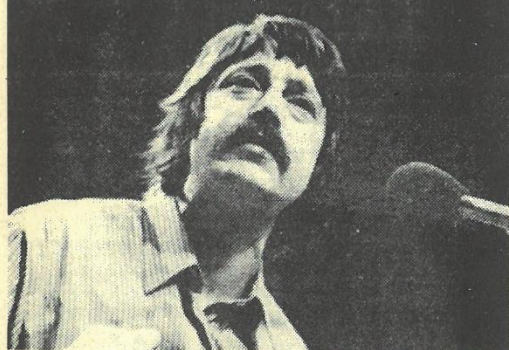
RADIO-PIRATE

à Genève et à Zurich, les lundis de 20 h. à 20 h. 30.

- Né en 1936 à Hambourg
- Père ouvrier des chantiers navals, membre du PC, assassiné à Auschwitz
- En 1953 (17 ans), Biermann choisit de vivre en RDA
- 1957-59 : travaille au Berliner Ensemble (théâtre de Brecht)
- 1959-60 : commence à écrire, est d'abord publié
- 1959-64 : université Humboldt (philosophie et mathématiques)
- 1965 : interdit de chanter en RDA
- 1976 : "déchu" de sa nationalité est-allemande

Un recueil de ses textes a été publié en français : "La harpe des barbelés" (Ed. 10/18).

L'interview reproduite ici est tirée d'un recueil de textes sur Biermann, publié par Antes, Grass, Hippen, etc... chez Edition Text + Kritik (Munich, 1975).



ENFANT PERDU

Après 1968, le fils de l'oppositional Robert Havemann (cf. La Brèche 141, 17. 9. 76), Florian Havemann était emprisonné pour avoir peint sur les murs le "redoutable" slogan "vive Dubcek". A sa sortie de prison, il choisit l'exil. Biermann en a fait cette chanson : elle parle d'elle-même... et de la rancoeur qu'il doit ressentir aujourd'hui. (traduction La Brèche).

*Le petit Flori Havemann, avec ses deux mètres, le brave
Ce type si doué
Il est parti à l'Ouest
Avec ses fêtes de jadis
— comment se sentent-ils bien là-bas ?*

refrain :
*Il est "de l'autre côté" — enfant perdu (1)
Ah ! les enfants doués meurent jeunes
De l'Est à l'Ouest — une chute bien allemande (2)
Laisse Robert, laisse faire
Non ! Ne m'en verse pas davantage
Partout il y a des départs*

*Il n'était pourtant pas borné
Lucide sous sa touffe de cheveux
Le cœur en place, l'humour aux lèvres
Maintenant, il est mon deuil
Il s'est replié derrière le mur
Et croit qu'il est devant !*

*Toi Robert, toi camarade
T'es là comme le dernier des paumés
Plein de cognac et de honte
Pourquoi Flori a-t-il dû fuir ?
Que restera-t-il de nos fruits ?
Ta pomme est tombée loin de l'arbre...*

*He, petit Walter, glacial vieillard
Toi le grand administrateur d'hommes
Que dis-tu de chette chute ?
Bien sûr, tu as raison, tu as les canons
Comparé à dix-sept millions
Flori Have n'est qu'un pet dans l'eau*

*Ce Have qui s'est tiré
Ici, il était un esclave effronté
Là-bas, il joue le clown de gauche
Celui qui fuit à l'Ouest
C'est sur notre dos
Qu'il part de lui-même*

*Laisse, laisse-les courir
Et nous verrons, nous, à l'Est
Que celui qui se tire les flûtes s'écroule !
Ici, nous faisons le socialisme
Malgré la rouille et le stalinisme
Et nous nous ouvrons le monde*

*La RDA avec le temps
N'a besoin ni de tôle ni de mur
Et nous y arriverons !
Alors les masses viendront à nous
Tous ces hommes, et, confiants
Nous y sommes préparés*

*Je chie sur mes chansons
Elles ne ramèneront jamais
Tous ceux qui sont perdus
Et malgré tout j'écris
Je chante ici, ici je reste
Pour cet enfant de Flori Have*

(1) en français dans le texte

(2) "ein deutscher Fall". Biermann joue sur le mot qui signifie à la fois "un cas" et "une chute, un échec".

Interview inédit de W. Biermann :

"JE VIENS DE LA RUE, JE VIENS D'EN - BAS"

Il chantait haut et fort, Chausseestrasse 131, dans son appartement de Berlin. C'est tout ce que les autorités de RDA lui toléraient. Pourtant, ses chansons étaient devenues les plus populaires de RDA : la résistance espagnole, l'éloge du "Che", le printemps de Prague, le système "rouillé" du stalinisme — tout le répertoire d'un chanteur révolutionnaire et internationaliste ! Enfin, le 13 novembre, il reçut l'autorisation de chanter à Cologne, invité par le syndicat métallurgiste de RFA : un succès éclatant, devant 6 500 personnes, la moitié de jeunes ouvriers ! Jamais, en 30 ans de "construction du socialisme", la bureaucratie de RDA n'a eu un tel succès ! Biermann a donc été "déchu" de sa nationalité est-allemande, lui qui disait : "mon plus grand malheur serait de me voir expédier dans une société occidentale". En le forçant à l'exil, Honecker fait la meilleure propagande anti-communiste !

Car Biermann incarne tout ce qu'un demi-siècle d'histoire tragique de l'Allemagne, écrasée par le fascisme, étouffée par le stalinisme, n'a pas su détruire. Fils d'ouvrier communiste, il tient de ses origines ce qui a fait la force du parti de Rosa et Liebknecht : l'intransigeance de classe dans les questions même les plus quotidiennes, l'internationalisme qui fonde la patience, la vision à long terme des forces historiques. D'où son choix pour la RDA, la "meilleure partie de l'Allemagne". Mais il n'est pas un propagandiste politique. Comme Brecht, Eisler, dont il a suivi l'école, sa chanson politique s'en prend au quotidien, avec cette critique acerbe que Brecht portait sur le petit-bourgeois allemand et que Biermann retrouve, de l'autre côté du mur, dans le bureaucrate de service.

Insolent, Biermann puisait dans ces traditions sa verve contre ceux qui veulent le faire taire. Il s'en explique ici.

m. rivière

Interview réalisée par K. Antes à Berlin (Est) en 1974. Nous ne pouvons ici qu'en publier un extrait.

Antes : Vous restez isolé. Cela ne pose-t-il pas certains problèmes ? Par exemple qu'on s'exprime de manière exagérée, qu'on pousse le ton parce qu'il manque l'écho, le spectateur comme correctif ?

Biermann : Oui, c'est un danger pour l'interprète, le chanteur s'il ne peut travailler en public : il se met à intégrer à son chant les réactions du public. On s'y laisse prendre si on ne fait pas attention. Cela se manifeste le plus grossièrement quand on se met à crier au lieu de chanter, et c'est un problème pour moi. Mais d'un point de vue plus général, ce qu'on peut appeler ce "ton de l'isolement" est naturellement un élément réaliste dans la présentation, car ça fait manifestement partie de mes chansons qu'elles soient interdites. Vous comprenez, ce n'est pas quelque chose d'extérieur, dû au hasard ; au fond, le fait qu'on n'ait pas le droit de les chanter n'est que la conséquence politique de chants politiques dans des conditions historiques données.

Antes : Quelle place ont, dans vos chansons, le sentiment, les émotions ? Vous jouez consciemment sur l'excitation des sentiments, vous suscitez l'émotion. N'est-ce pas dangereux, cela ne conduit-il pas à exagérer, à caricaturer, à déformer ?

Biermann : L'émotion n'est pas tellement le mot qui touche. Quant aux sentiments, nous voulons en mettre encore davantage que jusqu'ici. C'est Brecht qui nous a amenés à cette

idée. La crainte de toucher aux sentiments est à la mode chez bien des gens qui sont au fond faibles et pleureurs, mais elle est politiquement improductive. Parce qu'on n'a encore jamais vu, dans l'histoire humaine, les gens prendre d'assaut une barricade parce qu'ils avaient compris que deux et deux font quatre.

Antes : Vous mettez la réalité en ébullition, sans gêne, d'un point de vue absolument subjectif. Est-ce votre force, votre réalisme ?

Biermann : Je ne sais pas, mais on n'investit pas sa vie pour une découverte de l'esprit, mais seulement lorsque de grandes passions sont en jeu. Lorsque des sentiments puissants se conjuguent avec les idées. C'est là l'effet merveilleux que peut avoir la chanson politique : saisir les sentiments, les espoirs, les passions des masses sous une forme si directe que la chanson les met en état de jouir de leur propre enthousiasme. Voilà pourquoi ceux qui dominent redoutent ces chansons. C'est-à-dire qu'ils ne les craignent pas pour elles-mêmes, mais ils redoutent les passions aiguës du peuple qui existent sous forme latente, que la chanson provoque et qui remontent en surface.

Antes : Avec vous, les processus politiques compliqués ou cachés dans les rapports de forces du pouvoir apparaissent soudain déchiffrés. En écoutant vos disques, les gens savent de quoi il est question. Avez-vous consciemment appris ce langage de la rue ou a-t-il toujours été votre vocabulaire ?

Biermann : Je viens de la rue, je viens d'en-bas. Je n'ai pas besoin de regarder la queue du peuple, j'en viens. A vrai dire, je suis un de ces "cas du peuple" qu'on a perdu beaucoup de peine à éduquer, mais ça n'a pas détruit mon langage ; sauf peut-être dans les premiers temps, quand j'ai été surpris par l'apprentissage universitaire. Je ne peux vraiment plus me souvenir exactement aujourd'hui si j'ai perdu mon langage normal pendant cette période, comme les acteurs qui savent parler naturellement, puis suivent des cours d'élocution et ne parlent plus que comme des marionnettes, maniérés. Ce n'est qu'après avoir passé cette seconde phase que la plupart peuvent à nouveau parler naturellement, avec l'avantage d'être en outre compréhensibles ; les autres n'y arrivent jamais. En sciences politiques, il y a aussi bien des gens qui en restent à la seconde phase et ne savent pas parler simplement de choses compliquées. (...)

Antes : On vous considère comme l'héritier de Villon. Mais l'Allemagne a aussi une grande tradition de chanteurs populaires de la guerre des paysans, du Sturm und Drang, de 1848. Tout cela est enseveli, enterré, du moins dans la conscience de la plupart des gens. Est-ce pour cela que les Allemands ont un rapport rompu avec leurs chansonniers ?

Biermann : Les Allemands ont toujours eu de la peine avec leurs chants. Pas vrai ! Ils n'ont pas su faire valser

les choses sur leur propre musique, comme Marx le dit si joliment — bien que, il faut aussi le voir, la musique qui fait valser les choses est d'un autre genre que celle du chansonnier. Il ne faut pas mélanger, mais y'a une correspondance. Chaque fois qu'on fait valser les choses avec cette musique bien plus grossière qui fait trépi-gner le peuple dans la rue, chaque fois qu'il y a eu un mouvement, qu'il s'est passé quelque chose, que les hommes ont commencé à se mêler de leurs propres affaires, à chaque fois aussi les chansons ont fleuri (...). Depuis la guerre des paysans, où des chants splendides, courageux sont nés, la chanson populaire allemande suinte. Il n'y a pas une tradition et cela a bien sûr des conséquences pour mon travail. (...)

Antes : Vous domptez votre texte par une technique musicale subtile. D'où vient cette technique ?

Biermann : C'est aussi le fruit de l'enseignement de Hans Eisler. Il m'expliquait qu'à son avis — et je l'ai volontiers fait mien — la musique ne doit pas seulement servir le texte ou le copier mais l'interpréter le plus possible. Ça veut dire : dans une certaine mesure, la musique doit aller contre le texte. En tout cas, elle doit remplir ce que le texte lui-même ne remplit pas. (...) Un exemple : quand j'écris dans le refrain de "Grossen Ermutigungen" : "dis, quand ces souffrances, ces souffrances enfin prendront-elles fin", c'est un texte qui littérairement, comme on dit, ne va pas. Il ruisselle, il s'épanche dans ce qu'il veut dire ; la musique est là pour l'en empêcher. Elle livre la colère, tire à coups de canon contre le texte.

Antes : Que se passera-t-il si les espoirs que vous chantez deviennent réalité ?

Biermann : Si les idées que je défends, si les forces politiques dont je fais partie font des progrès, ce que j'espère bien sûr, si le processus de démocratisation socialiste se poursuit dans les pays qui se disent socialistes, ce sera entre autres un succès. Mais même ceux qui n'ont qu'une notion superficielle du marxisme savent qu'on n'aura pas pour autant le royaume des cieux — d'ailleurs nous ne le cherchons pas. (...) Nous ne luttons pas pour naviguer en paix dans une société idyllique, ce que nous voulons c'est nous confronter enfin aux nouveaux problèmes et plus aux anciens. Les difficultés, les conflits s'accroîtront dans la société, les contradictions seront plus virulentes ; c'est d'ailleurs inscrit dans la logique de l'histoire ; les contradictions ne sont pas un phénomène marginal et regrettable mais la source du mouvement, comme on nous l'apprend en première leçon de marxisme. De ce point de vue, on ne manquera pas de luttes passionnantes où il faudra prendre parti. (...) J'espère que le jour où les forces politiques parmi lesquelles je peux me compter auront gagné, j'aurai encore l'énergie de me développer encore.

En RDA :

Les protestations fusent.

Des artistes et écrivains de RDA ont publié une déclaration exigeant que la mesure contre Biermann soit rapportée, parce que Biermann, même s'il "dérange", n'a jamais laissé de doute sur son attachement à la partie socialiste de l'Allemagne. Les signataires : Sarah Kirsch, Christa Wolf, Volker Braun, Fritz Cremer, Franz Fühmann, Stephan Heimlin, Günther Kunert, Heiner Müller, Rolf Schneider, Gerhard Wolf, etc...

Robert Havemann, dont la maison est surveillée, a adressé à Honecker une lettre de protestation.

Biermann lui-même a déclaré : "je veux rentrer en RDA ni en triomphateur, ni en chien battu (...) 12 ans d'interdiction de chant ne m'ont transformé ni en valet de la réaction ni en bichon de la bureaucratie".

La LMR a aussitôt protesté auprès de l'ambassade de RDA. Il semble que le POP vaudois en ait fait autant, tant mieux ! La campagne pour Biermann doit s'amplifier !



Manoeuvres en Suisse romande : UNE AMBIANCE DE GUERRE CIVILE

L'armée suisse tout comme les autres armées bourgeoises a une longue tradition de lutte contre la classe ouvrière et l'ennemi intérieur, et la bourgeoisie sait parfaitement de quoi elle parle lorsqu'elle parle de "défense nationale" : défense du capital et de ses profits. Elle ne doit donc pas seulement se défendre contre l'extérieur, d'autant plus que dans la situation actuelle il n'y a guère de bourgeoisie disposée à renouveler les expériences de la première et surtout de la seconde guerre mondiale pour étendre par les armes ses marchés. Dans l'hypothèse d'une guerre entre les "états ouvriers" et les puissances capitalistes, la Suisse, bien que "neutre", se rangerait bien vite au côté de l'OTAN. Après toute une série de "manoeuvres" axées sur l'hypothèse d'une attaque extérieure, on tient maintenant un discours beaucoup plus clair du côté de l'Etat-Major : **l'ennemi principal est un mouvement ouvrier actif**. La bourgeoisie sait que la "paix du travail" arrachée au mouvement ouvrier devant la menace du fascisme en 1937 est de plus en plus menacée et que la classe ouvrière ne restera pas nécessairement inoffensive... elle sait aussi l'importance de la montée des luttes des classes ouvrières italiennes, espagnoles et françaises. Tous ces éléments, sont présents dans le rapport sur la situation générale pour les manoeuvres d'automne de la division 11. Dans le rapport interne aux commandants, on peut notamment lire :

"Depuis le changement de gouvernement en République fédérale allemande, une tension de plus en plus forte s'est manifestée entre l'Europe de l'Ouest et ses voisins de l'Est. La situation internationale tendue a conduit à un fort regain d'activité des groupes d'extrême-gauche de toutes tendances. En Suisse également divers groupes sont devenus très actifs. Des occupations de maisons, de fabriques et de bâtiments officiels sont à l'ordre du jour, le centre de gravité de telles actions est Winthertour et Zurich."

Le langage de ce document est clair. Ce qu'il appelle des groupes d'extrême-gauche ne peut en fait être que la classe ouvrière combative et organisée, seule capable d'occuper des fabriques dans une situation tendue. Mettre cela en relation avec la tension à l'Est n'est qu'une manière de jeter un voile pourri destiné à faire passer le tout pour de la "défense nationale". Alors qu'il ne s'agit en fait que de la préparation pure et simple de la guerre civile.

Semaine du 15 au 22 novembre manoeuvres du 1er corps d'armée (Div mec 1 et Div de camp 3)

Décor : le même que celui planté par l'EMG pour les manoeuvres de la Div mec 11, la situation a "mûri" puisque la guerre a éclaté, sur le "front de l'est" (vieille appellation qui a fait ses preuves) bien sûr.

Par ailleurs des troubles sociaux (lisez : une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire) se développent en France et en Italie.

Premier objectif des manoeuvres : un exercice de mobilisation générale (la spécialité de Jeanmaire) troublé par des actions de sabotage (sans doute les ouvriers qui occupaient les fabriques plus haut sont-ils peu soucieux de troquer le droit de grève et d'organisation contre les rigueurs du code pénal militaire en temps de mobilisation.). Le service mis en place par l'EM pour simuler "l'espionnage et le sabotage ennemi" s'intéresse de près aux mouvements des soldats dans les gares... Pour la première fois la direction de telles manoeuvres a à sa disposition une **centrale de la police militaire** comprenant :

- 4 groupes "accident" (travaillant en collaboration avec les polices civiles de BE, FR et VD), et
- 1 groupe de police judiciaire.

Bien que dans ses déclarations à la

presse, la direction des manoeuvres se dit préoccupée prioritairement par des problèmes de sécurité routière lors des déplacements de la troupe, on imagine mal ces gens s'entraînant à dresser des procès-verbaux à des chars en campagne ! L'utilité d'une telle centrale s'explique différemment si l'on sait que c'est à elle que les commandants d'unités étaient tenus de s'adresser en cas d'insubordination de leurs hommes ou de questions disciplinaires d'une certaine gravité. Il s'agit pour l'Etat-major d'avoir un instrument efficace sans faille et très souple pour assurer comme par le passé une discipline de fer parmi la troupe, quelle que soit la situation dans laquelle la bourgeoisie décide de mobiliser.

Car elle sait parfaitement que si pour briser une grève elle doit mobiliser militairement les travailleurs d'une région ou d'un canton pour les priver de leurs droits, elle doit avoir dans l'armée un instrument efficace pour briser à l'ombre du code pénal et de la justice militaire toute velléité de résistance.

Autre fonction de cette centrale de la police militaire : assurer la coordination de l'armée et de la police dans toutes les autres tâches de la répression du mouvement ouvrier ; témoins les contrôles routiers en ville de Lausanne et dans sa proche banlieue effectués par le dét. de police aux. 21 (l'année passée déjà, de tels

exercices avaient été effectués sur l'auto-route Zurich-Berne avec l'engagement de la Gendarmerie d'Armée, des polices cantonales de ZH, AG, SO, ainsi que de la sûreté zurichoise.).

La signification de tels contrôles aux portes de la banlieue ouvrière ne saurait échapper à des militants qui empruntent quotidiennement ces axes pour leur travail de propagande (pour la semaine de

40 heures par exemple). La bourgeoisie parfait et complète sur tous les plans son instrument d'intervention contre la classe ouvrière. Dans le prochain no de La Brèche, nous ferons le point avec les nombreux camarades actuellement mobilisés sur la manière dont la troupe a vécu ces "manoeuvres"... du "citoyen-soldat" !

22. 11. 76, E.R.

PARTI DU TRAVAIL : Une "leçon" de défense nationale !



"Nous ne voulons pas la grève contre la défense nationale" (Forel, Pdt). Cette exemple ne ressemble-t-il pas au Chili, là-bas aussi, on ne voulait pas croire à l'armée de guerre civile ?

Il n'est pas surprenant qu'en Suisse, où la classe ouvrière reste encore largement absente comme force politique, le mouvement pacifiste et anti-militariste n'ait pas d'emblée pris la voie des positions de classe "traditionnelles" du mouvement ouvrier. Cela ne diminue en rien son importance : malgré la confusion des courants qui le traversent (pacifistes, chrétiens, révolutionnaires, etc...), le mouvement anti-militariste a su, au cours des dernières années, remettre en cause ce pilier de l'idéologie nationaliste bourgeoise qu'est la "défense nationale". S'y opposer en refusant de servir est sans doute un droit démocratique fondamental ; mais pour nous, marxistes-révolutionnaires, le militarisme ne sera chassé de l'armée et de cette société qu'en s'opposant dans l'armée à ce qu'elle serve les intérêts de cette "défense nationale" qui n'est rien d'autre que la défense des capitalistes qui dominent cette "nation". Ce débat, les révolutionnaires l'ont engagé depuis long-

temps avec tous les courants du mouvement anti-militariste.

Le Parti du Travail (PdT) — qui a depuis longtemps fait sienne l'idéologie de la "défense nationale" — n'aime pas quant à lui les objecteurs de conscience. Pire, à l'instar de la hiérarchie militaire, il divise entre objection de conscience et objection pour motifs politiques, niant tout simplement que cette dernière existe !

FOREL, au débat du Conseil national, explique :

"Nous nous prononçons en faveur du service militaire généralisé et obligatoire pour tous, sauf pour les objecteurs de conscience et de moralité, pris individuellement."

Et il précise :

"D'aucuns voudraient inclure dans la notion de service civil l'objection politique (donc contre le gouvernement) en plus de l'objection morale et de conscience. Cela revient à dire que l'objection de conscience ne se-

rait plus individualisée mais pourrait devenir une collectivité, un parti politique, refusant délibérément et effectivement une part importante de l'activité gouvernementale et de l'Etat. Est-ce acceptable en démocratie ? Nous ne le croyons pas."

La belle "leçon" ! En fait, le PdT ne dédaigne pas seulement les courants pacifistes, il les redoute ! Ecoutez plutôt comment il se met à défendre l'état bourgeois :

"On pourrait tirer une comparaison avec les impôts par exemple, que bon nombre de citoyens estiment abusifs ou scandaleux. Est-ce que la grève des impôts serait un moyen acceptable de les combattre ? Nous ne le pensons pas. Or admettre l'objection politique, c'est légaliser la grève contre le principe même de la défense nationale, ce que nous ne voulons pas." (Voix Ouvrière, 4 octobre 1976).

FOREL veut-il la place de GNAEGI ? Le PdT soutiendrait-il la troupe contre les grévistes ?



Barrage à Lausanne : la "sécurité routière" à bon dos !